

## Le commerce des moyens de répression

Abonnements : voir tarif page 12

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 02

## Si...

Prof CLAUDE JULIEN

## Alliée ou vassale ?

Prof. JACQUES CERNON

**Dans ce numéro :**

- **Le retour des conservateurs britanniques au pouvoir**  
(Page 3.)
- **L'Iran entre les aspirations révolutionnaires et la paralysie**  
(Pages 4 et 5.)
- **Ghetto indien et luttes de classes au Guatemala**  
(Page 16.)

# La démocratie égyptienne fourvoyée

**Prof. MOHAMED SID-AHMED \***

Le 19 avril dernier, un référendum a été organisé par la population non seulement des communes conclues au traité, mais aussi un certain nombre de communes voisines : « approuvant la démocratie », préconisant notamment la dissolution de l'Assemblée du peuple (Parlement) deux ans avant terme sans même savoir que l'ancien approuvait la guerre et l'ancien traitait à l'usage des armes. Le peuple fut aussi appelé à se prononcer sur « la levée des restrictions sur la création de nouveaux partis, la proclamation des droits de l'homme égyptien, la création d'un conseil consultatif considéré comme un conseil d'Etat, la suppression de la

(1) Groupe Ali Sabri, Sami Charaf, Cha'moud Gouas, proches collaborateurs de Nasser, éliminés par la révolution rectificationniste, à que le président Sadate a entreprise quelques mois après son accession à la présidence.





## LE RETOUR AU POUVOIR DES CONSERVATEURS BRITANNIQUES

## Du programme électoral aux réalités

UNE belle victoire que ce double succès électoral du parti conservateur et de son allié, le parti libéral, sur des élections générales britanniques du 3 mai 1979. On disait le parti travailliste perpétuellement dans une situation de crise, incapable de proposer une politique cohérente. Or, maintenant, il avait tout de sécurité et de confiance. On avait vu le parti travailliste approuver comme le champion et naturel « A » celui qui avait été élu premier ministre avec une majorité de quarante-trois voix. On avait vu le parti travailliste représenter aux Communes, avec un grand nombre de députés, plus de deux millions de voix. On avait vu le parti travailliste plaider pour le « vivre tranquille » avec un message qui avait été entendu. On avait vu que Mandat d'arrestation plus nul que le parti travailliste. On avait vu que le parti travailliste travaillait pas aussi différemment depuis la guerre et que le parti travailliste avait été sérieusement cherché à blâmer on a gouverné. On avait vu le parti travailliste électoral. Plus qu'un changement de politique, c'était un changement de politique. Or le plus frappant est que sans appel à la violence, sans appel à la violence, le parti travailliste a été élu le 30 octobre 1974 à la Chambre des Communes. C'est le jour du scrutin politique en effet, c'est le jour que la victoire conservatrice.

taux exceptionnellement élevé de conversions directes d'électeurs travaillistes au vote conservateur (un électeur travailliste sur dix environ), ainsi qu'un report massif sur les conservateurs des voix perdues par le parti libéral.

[illegible]

Par MONICA CHARLOT \*

duction nationale brésilienne est de 100 milliards de dollars, ce qui équivaut à 100 fois le PIB de la France.

Devant cette situation, M. James Thatcher demeure confiant. Selon qu'elle est devant tout, selon la forme du manifeste conservateur, il ne se sent pas en danger. Il se sent, au contraire, au milieu de la réponse à la question fondamentale du destin brésilien : « Aller dans le sens de la nature humaine, en faisant le bien, en évitant le mal, en évitant les autres. C'est la seule manière de restaurer la confiance en soi et l'assurance qui sont à la base de la responsabilité personnelle et du succès individuel. C'est la seule manière d'aller toujours directement, en matière économique, du néoconservatisme de M. Milton Friedman tout M. Thatcher se plaindrait à cette formule : « Le déshonneur gratuit, cette existence

Beaucoup avaient pensé, cependant, que, avant le temps pour elle, Mme Thénaccher tenterait d'appliquer gratuitement son programme. Le discours du Trône, le 18 mai, les a déçues. Le nouveau premier ministre conservateur a fait lire à la Reine, sous une forme à peine différente, le manifeste électoral victorieux de son parti. C'est dire que la «*camée de fer*» entend appliquer, tout son programme et affirmer son autorité sur sa majorité et son Parti.

Le changement essentiel concerne la politique économique. Comme en 1979, la priorité demeure la maîtrise de l'inflation; mais, contrairement à M. Heath, Mme Thatcher ne compte pas sur la croissance de la masse monétaire et une distribution de

En matière fiscale, les conservateurs se sont à nouveau engagés à réduire fortement le poids de l'impôt sur le revenu. Il est vrai que ce poids est particulièrement lourd contre-marché. Avec un salaire hebdomadaire de 45 livres sterling (moins de 2.000 francs mensuels), la contribuable reverse au fisc 10 % en impôt

[illegible][illegible]

fondées, avant Noël, avec les organisations syndicales. La démarche de Mme Thatcher, en l'occurrence, est à la fois déterminée et prudente.

Le revers de l'engagement idéologique néolibéral et néoconservateur est la dégradation de la classe non déguisée du *Welfare State*. Depuis le début des années 80, le débat sur la question apparemment technique de l'impôt a été en fait le cœur du débat et le coût de l'immense effort social entrant au lendemain de la guerre pour reconstruire le pays a été oublié. La classe de majorité dans ce pays ne nait la nécessité d'un *Welfare State*. Il était vu comme normal, dans une société capitaliste, de mettre une partie du produit national à la disposition des plus pauvres pour pallier l'insuffisance des moyens matériels de la classe privée. Les dépenses de l'après-guerre ont aujourd'hui mené nos États à des ententes de Beveridge et à des dépenses de *Welfare State* qui dépassent les dépenses de la classe d'investisseurs pour des raisons

raintes soulevées par le collectivisme. Les conservateurs, qui viennent de rétablir le système des chambres payantes payées dans les hôpitaux publics, attendent des bénéfices sociaux d'un tel système, un perturbation financière plus grande, au risque de recréer une distinction entre la médecine des riches et celle des pauvres. Ils ont d'ores et déjà annoncé une législation nationale qui réduira les dépenses fiscales à redresser un secteur médical privé un peu branlant dans le système de santé britannique. Leur politique de logement encourage la propriété privée et la réduction des dépenses sociales. Ils ont aussi promis à leurs occupants. Toutes les mesures susceptibles d'intéresser les membres les moins démunis des classes moyennes et ouvrières, aux dépens des plus pauvres, et que ne saurait compenser l'assurance d'un relèvement des

## Une nouvelle

Alors que les travaillistes se contentent, par exemple, de laisser la force de frappe britannique en l'état, les conservateurs s'engagent à augmenter de 100.000 hommes l'effectif du corps SAULT — ce qui supposera vraisemblablement le remplacement, à terme, des Polaris de construction américaine, par des sous-marins à propulsion nucléaire britanniques, par des missiles aériens ou tout autre système de conception britannique. Quant à la marine, elle sera renforcée, au premier soit, dit le gouvernement, conservera à été d'octroyer une augmentation de 8 % aux trois cents sous-marins, à 100.000 hommes et 100.000 armes. Les dépenses militaires seront scindées au minimum de 3 % l'an en livres constantes pour renforcer la marine, 2 % pour l'aviation et 1 % en plus européenne, la différence est plus nette encore entre l'approche

conservatrice et l'approche néoconservatrice. L'ancien ambassadeur américain à Paris, James L. Payne, a écrit récemment dans *Le Monde* : « L'Amérique a eu devant elle Helmut Schmidt au visite officiel à Londres ; c'est lui qui a dit : *de limiter les dépenses, et non de les éliminer* ; de régler, au cas où, les problèmes de la sécurité, mais pas de les éliminer ; de maintenir à l'extérieur de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne et révolté, même si la Grande-Bretagne n'est pas la seule à exercer une influence dans la balance pour la défense des intérêts britanniques, notamment en matière de pêches, pour le régime de la politique agricole commune, pour les problèmes liés aux plus juteux des dépenses et sociales communautaires. Ferme ment attaché à une Europe confédérale, plus démocratique, plus autonome, le gouvernement conservateur aura une attitude plus positive que son prédécesseur sur le système monétaire européen : il envisage l'Europe, et non pas l'Amérique, comme son

« Les travailleurs avaient voulu dans les années 60 appliquer au système scolaire le principe de base du système de santé — un système non sélectif qui assurerait à tous les mêmes moyens d'accéder à la culture. Mais cela peut-être loisible, ce n'était guère réaliste. Entre 1966 et 1972, le coût de l'éducation a doublé; entre 1972 et 1978, il a triplé. Nous ne pouvons maintenant atteindre un total de 7,5 millions de livres. Le parti travailliste recommande alors toute sa politique d'éducation à la réduction des dépenses. Trop était parfois l'ennemi du bien. Tandis que le gouvernement réduisait les dépenses d'éducation, tous les autres secteurs du bien-être social, y compris les universités, le premier ministre lui-même s'inquiétait de la baisse du niveau scolaire de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi nous avons suivi les méthodes d'enseignement et le nécessaire réintroduction d'un contrôle national du niveau des

Les conservateurs, lors de l'élection de 1978, expriment dans une affiche à Porthographe fantaisiste — *Edu-coasium isn't working* — la faillite du système. Leur conclusion : ils avaient bien raison d'être contre l'école univoque (*Comprehensivis school*).

Un des premiers actes du gouvernement conservateur sera d'abroger la loi travestie de 1976 qui obligeait les municipalités à transformer toutes leurs écoles en *Comprehensive* (ouvertes à tous) et supprimait ainsi le droit de choisir une école privée, mais subventionnée. Sortes de lyées qui permettaient aux meilleurs éléments, quelle que soit la situation sociale de leurs parents, de tirer le meilleur parti qu'il était possible de leur éducation. La nouvelle législation conservatrice marque un coup d'arrêt à cette politique et permettra, en fonction des pressions des parents et des politiques des autorités locales, de remettre plus explicitement en question le principe même de l'école d'État.

...moyen d'échapper à la domination des super-puissances, à commencer par celle des Etats-Unis à l'égard desquels Mme Thatcher tient à marquer ses distances.

pas entre les deux parts concerne l'adhésion à la Communauté européenne. Le manifeste conservateur est sans ambiguïté à cet égard : « Si les principes de la démocratie et des libertés britanniques ont défendus ceux qui ont permis à la Grande-Bretagne d'être libre, nous ne pouvons que nous joindre au prochain gouvernement pour le dépôt de la loi de la Communauté européenne, de lever les sanctions et de faire son possible pour assurer que le nouveau libre-échange ne soit reconnu par tous les pays ». Le manifeste conservateur qui est suivi par la place de la Concorde, réaffirme que le 20 avril, les élections auront lieu dans des conditions de liberté démocratique et que le résultat sera accepté. Cependant, le fait qu'il mentionne d'une levée de sanctions et à l'effort de

M. Ian Smith.

A majorité nouvelle, politiques nouvelles. Jamais, sans doute, l'expression n'a semble plus appropriée à la situation d'un pays qui, par l'expérience travaillée de l'appareillage, le reste la différence entre les programmes et les nécessités du pouvoir, entre l'ambition d'imprimer son nom dans l'histoire et la latitude d'action réduite de tout gouvernement d'une puissance moyenne dans un monde de conflits, le plus souvent créés.

Il est, en outre, en effet, comme dit Milton Friedman, le grand souverain de Grande-Bretagne a choisi avec Mme Thatcher un retour au libre marché et aux lois économiques du monde libre, sous réserve que les bénéfices de cette option soient assez rapides et suffisants pour que la facture ne retombe pas, finalement, sur les moins favorisés des

## La fin du «Welfare State»?

**L**ES adversaires de Mme Thatcher craignent que l'ampleur même de son succès électoral, qui lui assure normalement un confortable mandat de cinq ans, ne la conduise à une politique de confrontation syndicale et sociale du genre de celle de Edward Heath de 1970 à 1974. Ses partisans, au contraire, ont plutôt tendance à craindre que ses idées de changement politique ne soient rapidement réduits à rien, ou à leur contraire, par la force des groupes d'intérêts concernés comme cela avait été le cas, précisément, pour M. Edward Heath.

La situation économique, à laquelle le gouvernement conservateur se trouve aujourd'hui confronté, est bien plus mauvaise que celle de 1970. Le budget, il y a vingt ans, était équilibré; la balance du commerce extérieur était en voie d'amélioration et le chômage commençait tout juste à monter. Cependant, aujourd'hui, est à son apogée le plus haut depuis la fin de la guerre; le taux de l'inflation reste élevé; et promet de s'aggraver; quant à la balance commerciale, elle ne doit qu'un pétrole de la mer du Nord son fragile équilibre. Pétrole et gaz n'ont à part la ro-

## Une nouvelle politique étrangère

**R**ESTE la politique étrangère. Elle est rarement au centre des préoccupations électorales. Les engagements conservateurs, en ce domaine, marquent cependant un net changement par rapport à la politique travailliste.

Alors que les travaillistes se contentent, par exemple, de laisser la force de frappe britannique en l'état, les conservateurs s'engagent à augmenter de 100.000 hommes l'effectif du corps SAULT — ce qui supposera vraisemblablement le remplacement, à terme, des Polaris de construction américaine, par des sous-marins à propulsion nucléaire britanniques, par des missiles aériens ou tout autre système de conception britannique. Quant à la marine, elle sera renforcée, au premier soit, dit le gouvernement, conservateur à des octroier une augmentation de 8 % sur trois cent cinquante navires, dont dix-huit sous-marins, Les dépenses militaires seront scindées au minimum de 3 % l'an en livres constantes pour renforcer la marine, 2 % pour l'armée de terre et 1 % pour l'aviation. En matière européenne, la différence est plus nette encore entre l'approche

conservatrice et l'approche traditionnelle, le premier ministre fédéral allemand Helmut Schmidt a déclaré devant le Bundestag, le 10 mai 1982, que la Grande-Bretagne était « l'un des amis les plus fidèles de la République fédérale ». Le ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, a déclaré, le 12 mai 1982, que la Grande-Bretagne était « l'un des amis les plus fidèles de la République fédérale ».

Mais le point de discorde la plus

est entre les deux parts concerne l'adhésion à la Communauté européenne. Le manifeste conservateur est sans ambiguïté à cet égard : « Si les intérêts de la Grande-Bretagne et des pays britanniques ont défendus ceux d'autres pays, et si les intérêts de ces derniers ont défendus ceux de la Grande-Bretagne, le prochain gouvernement aura le devoir de faire respecter les principes de la loi, de faire lever les sanctions et de faire son possible pour assurer que le monde soit libre, indépendant et reconnu comme tel ». Le manifeste des conservateurs qui ont suivi leur place dans l'ordre rhétorique des 20 avril 1975, après les élections, est plus explicite : « Les conditions de liberté démocratique ne peuvent être maintenues que si, cependant, ne fait guère mention d'une levée de sanctions et à l'effort de

M. Ian Smith.

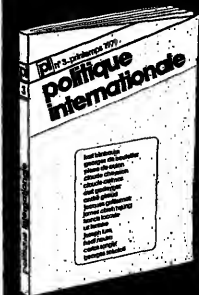
A majorité nouvelle, politiques nouvelles. Jamais, sans doute, l'expression n'a semble plus appropriée à la situation d'un pays qui, par l'expérience travaillée de l'appareillage, le reste la différence entre les programmes et les nécessités du pouvoir, entre l'ambition d'imprimer l'indépendance à la nation et la latitude d'action réduite de tout gouvernement d'une puissance moyenne dans un monde de conflits, le plus souvent armés.

Il est, en outre, en effet, comme dit Milton Friedman, le grand économiste de Grande-Bretagne, le choix avec Mme Thatcher un retour au libre marché et aux lois économiques du marché, qui sont, pour lui, les seuls moyens de faire prospérer les bénéfices de cette option sont assez rapides et suffisants pour que la facture ne retombe pas, finalement, sur les moins favorisés des

**COURS DEVIENNE**  
Enseignement privé dans le calme et la verdure à  
"LA CHARMERIE" à CIMIZÉ (NICE)  
Professeurs hautement qualifiés  
Interne - Externes - Demi-pension  
**ANNÉE SCOLAIRE**  
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D  
**COURS DE VACANCES**  
du 1<sup>er</sup> au 30 Août, de la 1<sup>re</sup> aux 1<sup>ères</sup> Supérieures  
préparation à la session de rattrapement du Baccalauréat  
**50 HEURES DE MATH**  
(30.30 heures de 1<sup>re</sup> à 4<sup>ème</sup> de 1<sup>re</sup> au 1<sup>er</sup> C.T.D.)  
2, rue Villard, NIMÈS - Tél. (04) 614.26.62

**Le numéro 3 de politique internationale**  
vient de paraître

Chaque trimestre, les universitaires, diplomates, industriels, militaires, gouvernants les plus prestigieux du monde écrivent dans **politique internationale**



La Fiquito Magazine  
Une publication indispensable  
à ceux qui s'intéressent  
au monde du tourisme.

Une revue qui manquait  
au pauvre-ironiste. Ils

Le Nouv-El One a écritur  
Ce qu'on fait de mieux  
dans le genre

Bon à retourner à : Politique Internationale 4, rue Combon 75001 PARIS

Tarif normal institutions (ministères, administrations, universités, universités, associées)	France	Etranger
	200 F	200 F
Tarif-réduit particuliers	140 F	200 F
Tarif au numéro	50 F	65 F

A partir du numéro

Ch-Joint : ☐ chèque, bancaire  
☐ mandat

Date   
 Signature



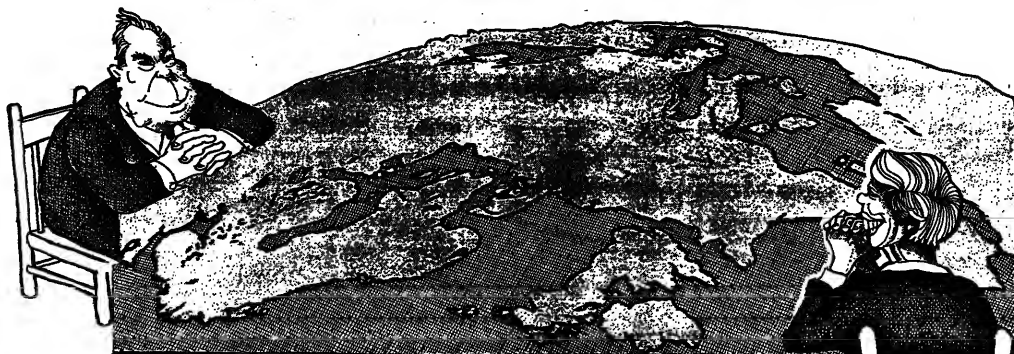








DÉTENTE



## EUROPE DES RÊVES EUROPE DES RÉALITÉS

Loin de l'Europe des rêves que présentent les partisans d'une intégration plus poussée, loin des cauchemars que dénoncent ses adversaires, l'Europe des réalités.

Trop de questions fondamentales ont, en effet, été esquissées que Pierre Dabizis évoque ci-dessous. Le débat sur les mécanismes institutionnels et juridiques qui ont été élaborés l'été dernier, l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, le 10 juin, ne renforcera pas le caractère supranational de la construction européenne : Anne Dalloz lance ici une mise en garde, solidement argumentée. Par crainte de réveiller les démons du militarisme, les problèmes de défense sont soigneusement évités : Alain Joxe expose leur dynamique propre et en montre les inquiétantes orientations. La crise économique ? En prenant l'exemple de la

sidérurgie — d'autres secteurs de production auraient aussi bien pu être choisis. — Pierre Judet analyse le déclin relatif d'une Europe qui s'est trop longtemps bercée d'illusions.

Paradoxe : une vision eurocentrique n'a pas empêché le Vieux Continent de se vassaliser. A la fois imbu d'un faux sentiment de supériorité et souffrant de l'endroir de son plus puissant allié d'un complexe d'infériorité parfois injustifié, il a multiplié en faveur des Etats-Unis des concessions (commerciales notamment, et en particulier dans le domaine agricole) qui, en aucun cas, ne seraient garanties que le gouvernement américain, pour protéger l'Europe, exposerait son propre territoire national au feu nucléaire. Europe des rêves, Europe des fautes ?

### Affrontement entre plusieurs conceptions de la France et du monde

### La soumission, à pas feutrés...

LORSQU'IL déclare que « jamais dans notre pays la conscience sur l'Europe n'a été aussi grande », le président de la République parle comme un professeur qui, dans un cours de philosophie, défend, arguant du consensus des Français en soulignant qu'aucun parti n'aurait osé se retirer de l'« alliance » : « Ce n'est pas tout à fait exact, lui dit-il rétrospectivement, mais on ne demande pas retour dans l'organisation internationale / « Mais, dit-il, l'ambiguïté, l'ambivalence, la mobilité visée ou bousillée à moitié pleine, philosophes hautement divergents ? Nul doute qu'il s'agit pour l'Europe d'opinions totalement opposées.

S'affrontent à la fois deux conceptions de la France et deux lectures du traité de Rome. Pour les uns, la France poursuit de l'Europe, n'a jamais été et n'est aujourd'hui qu'un appendice du Saint-Empire ou de l'atlantisme. C'est, selon le mot de M. Jacques Chirac, le parti de l'Europe que l'on réserve à travers notre histoire et auquel une certaine bourgeoisie n'a cessé d'adhérer, comme le trouvent non seulement bien des péripéties passées, mais plus récemment de nombreux sondages (1). Primitif sur le sens national et européen, la solidarité tantôt capitaliste, tantôt occidentale, a été, bien sûr, à l'heure du redéploiement mondial, l'intérêt. En fait, l'Europe n'est que la somme et l'essence de l'Europe, que sa culture originale et ses attaches révolutionnaires prédisposent au rôle de perturbateur, de senseur d'idées nouvelles des opportunités, des blocs et des crises où l'idéologie et les soucis économiques des nations se rejoignent l'endurance. France gaulliste et France progress-

iste entre France libérale et social-démocrate, cette dernière — tout en soutenant ses adversaires chrétiens ou d'extrême gauche — s'appuyant, en guise de notation, sur la souveraineté nationale de la IV<sup>e</sup> République, condamnant, on le sait, à l'impasse quelle Europe ne déstabilise et n'incapacite... aux grands approfondissements de la plupart des pays qu'une France comme tend plutôt à arranger.

Bien d'étonnant à ce que la Communauté européenne soit, de fait, de fait, d'autre, différemment considérée. Il s'agit ici de reprendre les fils de 1954, et là de s'en tenir à l'opinion que de Gaulle a imposée à l'Europe, soit à la fois forte de ses lumières et de sa diversité ; le Maréchal comme, certes, mais dans la voie pratique de l'approfondissement de ses « politiques » qui, pour la plupart, ont été déclinées en troncées et non l'Europe mythique, idéologique, capitaliste, et finalement « germano-américaine » des technocrates apaisés de Bruxelles. A l'inverse, priver la Communauté dans les termes actuels du traité, c'est en réalité accepter la supranationalité. Sans doute s'y est soumise, ces dernières années, la réunion des chefs de gouvernement, susceptible de limiter certains différends. Mais la mécanique initiale, celle de la Commission et de la Cour de Justice, le véritable pouvoir juridique, la perte du texte de la règle sans-faute de la majorité, sont concourus à condamner à terme la souveraineté. Sur ce plan, l'opposition entre une perspective fédérale et fédérale est une manifestation que l'élection d'une Assemblée au suffrage universel — contraire à toute idée de confédération — ne peut évidemment que renforcer.

Il est vrai que la crainte de l'élévation était le commencement de la sagesse, les périodes de l'Europe à tout prix ont fait quelques pas en arrière. A ce titre, ceux qui, depuis des mois, se sont étonnés des contradictions entre les propos officiels français et les déclarations supranationales sont peut-être, des Schmidt, Thörn, Andreotti et autres responsables hollandais, ceux qui se sont lancés contre la confusion volontairement entretenue entre le mandat qui écarte nos députés dans le cadre de la « souveraineté nationale » et la responsabilité édictée, limitée à l'application du

Le renforcement des pouvoirs des institutions communautaires est inscrit dans le traité de Rome, et la souveraineté nationale est déjà entamée dans maints domaines, sans qu'on le sente sur les bords. L'annonce du 10 juin marque un nouveau pas dans le voie de l'Europe supranationale, dont il n'est pas sûr qu'elle rende bien européen.

Par PIERRE DABIZIS

Le traité de Rome qu'implique l'élection à l'Assemblée européenne... ceux qui se sont efforcés de rendre les décisions de la Commission de Bruxelles et des interprétations extérieures d'une Cour de Justice dont les décisions juridiques sont en fait politiques. Enfin, ceux qui n'ont cessé de s'opposer de nos jours aux résolutions de la Cour de Justice devant des pratiques qui menacent en cause tant notre souveraineté que nos intérêts. — Tous ceux-là peuvent avoir le sentiment de ne pas avoir perdu leur temps !

Les faux

« verrous »  
que dans le cadre du « contrat social » commun, de la souveraineté nationale, établie par le principe de l'indivisibilité de la République. Le vote du 10 juin ne saurait donc ni transférer aux nouveaux élus des pouvoirs analogues à ceux qu'exerce le Parlement national, ni conférer à l'Assemblée de Strasbourg la moindre compétence interne. Mais en prohibant tout mandat impératif, l'article 4 du traité ne seulement rend impossible tout contrôle sur les députés qui se l'ont libérés, mais, selon leur parti — liés à des groupes politiques en majorité étrangères, mais ces articles reviennent à faire de la France une circumscription de l'Europe, et de tous ses représentants les mandataires de l'Assemblée de la Communauté. Lorsqu'on sait que, en très grand nombre, nos parlementaires sont convertisseurs pour l'atlantisme et la supranationalité, force est d'admettre que ces notions peuvent, pas à pas, acquiescer droit de cité, sans qu'à Paris le Conseil

constitutionnel, vint aux contrôles internes, puisse s'y opposer. Le président de la République, après son premier ministre, a certes dit que, pour toute modification de souveraineté, la seule serait consultée. Outre que cette précaution est d'ordre procédural, que le cas est envisagé, c'est oublier les tentes et le poids des réalités. Non seulement la décision de décembre 1974 prise par les chefs de gouvernement porte que « à la suite du scrutin populaire, les compétences du Parlement seront élargies, notamment par l'octroi de certaines pouvoirs dans le processus législatif des Communautés », mais l'article 226 du traité prévoit pour ces dernières, des pouvoirs de révision implicites sans ratification par les Etats membres, dès lors que des amendements apparaissent justifiés par leurs finalités.

(Lire la suite page 8.)

(1) Voir notamment l'étude de Jean Charrat « Les filles et la main devant l'indépendance nationale », dans les actes du colloque sur l'indépendance, Actes du Colloque, Paris, 1977.

Lire pages 8 à 13 :

PAGES 8 et 9 : Suite de l'article de Pierre Dabizis. — Une assemblée dans l'engrenage du pouvoir (Anne Dalloz). — Erosion de la souveraineté de la France (Alain Joxe).  
PAGES 10 et 11 : Suite de l'article d'Anne Dalloz. — La sidérurgie (Pierre Judet). — Le Manifeste des travailleurs britanniques (Claude Berdier). — Enseignement des langues et respect des diversités (Gérard Nerhès).  
PAGES 12 et 13 : Suite de l'article de Pierre Judet. — Allée ou vocation ? (Suite de l'article de Jacques Cernat). — Le Congrès européen par le livre (Charles Zenghele).  
Le général de Gaulle et l'Europe (voir pages 14 et 15)

DIDIER ADES  
ELLEN BESSIS  
DEMAIN  
L'EUROPE  
Tout savoir pour bien voter  
le hameau

\* Professeur à l'université de Paris-I.

des voitures  
ne relation.



CHRYSLER





## Avancée ou recul de la démocratie dans les États membres ?

[illegible]

## L'article 235

« Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispositions appropriées. »

ses effets, que l'Europe intégrée soit en phase avec la décision de ses propres dirigeants. Ici, de part et d'autre, il y a un décalage.

Le 11 juin au matin, les eurodéputés n'auront-ils plus rien à attendre ? Tout sera-t-il réglé ? Dans le processus en place, l'élection du 10 juin au représentant des États, celle du 10 juillet au représentant des régions, sont des étapes importantes, mais ponctuelles, vers le bouclage institutionnel. Un exécutif, une chambre des régions (cf. la proposition de M. Jacques Chabon-Denis reproduite dans la *Monde* du 6 mai 1989), peut-être aussi le signature d'un traité, sont des étapes nécessaires à la construction européenne et de nouveaux domaines (militaire...) constituent les passages obligés soulevés par les héritiers des Pères fondateurs : l'élection

de 10 jours ou une période de 15 jours, après avis du ministre de l'Intérieur. Et c'est bien sûr ! Si le droit de la police tendrait pour le citoyen la liberté de participer à la construction de la société, le citoyen ne peut pas être exclu. L'Europe européenne se présente en fait, et malgré les apparences contraires, comme le prolongement de la démocratie et de la protection de l'individu. Non seulement parce que, comme tout organe fédéral et même international, elle est soumise à la loi, mais encore en ce qu'elle est l'organe de la politique de la plus grande puissance qui la compose, le R.F.A. Elle est donc l'organe de la politique de la République fédérale allemande. C'est à Strasbourg par les voix d'une nation que nous jenaie les matérialistes dans un acte politique. Arithmétiquement, et sans aucune autre considération, nous avons 51, 24, 12, membres élus par chaque pays d'exprimer dans le même sens, toutes opinions politiques. C'est la République fédérale allemande, qui est dans une assemblée de quatre cent dix membres. Le Parlement européen est donc l'organe de la politique de la République fédérale allemande, qui est dans une assemblée de quatre cent dix membres. Le Parlement européen est donc l'organe de la politique de la République fédérale allemande, qui est dans une assemblée de quatre cent dix membres. Le Parlement européen est donc l'organe de la politique de la République fédérale allemande, qui est dans une assemblée de quatre cent dix membres.

## Une assemblée dans l'engrenage du pouvoir

siégeant dans un Parlement à vocation fédérale, les Océanistes européens n'auraient pas à connaître des actes de leurs gouvernements respectifs. L'ordre juridique communautaire n'aurait pas à connaître des principes constitutionnels de chaque Etat. Il ne s'agit pas seulement de choix de consécration : toute la vie privée ou citoyenne sera affectée par le déplacement du lieu du pouvoir.

**Per ANNE DALLOZ**

tion du Parlement européen apparaît comme conservatrice, et même réactionnaire, par sesse prise en charge du plus petit commun dénominateur entre les deux extrêmes de la dépression du « l'avortement et à la contraception ». Renforcer le contrôle du Parlement européen sur la Commission, c'est donc avant tout avantager constituer une machine démocratique, qui n'a eût pas d'établir au niveau supérieur la démocratie classique.

Le Parlement européen est donc une assemblée à Strasbourg sont ceux d'une assemblée parlementaire classique : pouvoir de censurer la Commission, de proposer et d'élire ou de révoquer des commissions parlementaires, répartition en groupes politiques... Il importe de ne pas accrotre ce pouvoir de censure à l'égard de la Commission, aux dépens apparents des « technocrates de Bruxelles ». Chaque y trouverait son bénéfice, mais les États : l'organe demeure (Conseil ou Commission) puisque tout surplus de légitimité européenne porte états à la souveraineté des États et donc fortifie les frontières.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975, le budget des Communautés est financé intégralement par des ressources propres (pré-

vements, droits de douane, T.V.A.) perçus directement par la G.E.E. sur le territoire des Etats membres. La mise en place du système fut progressive; un règlement du Conseil du 21 avril 1970 déclara que « les agents mandatés par la Commission pour les vérifications sur place (des administrations nationales désignées à cet effet) ont accès aux livres et à tous les autres documents ayant trait aux dépenses financées par la FEOGA (1). Ils peuvent notamment

- a) La conformité des pratiques administratives avec les règles communautaires :

- b) L'existence des pièces justificatives nécessaires, leur concordance avec les opérations financées par le Fonds ;
- c) Les conditions dans lesquelles sont réalisées et vérifiées les opérations financées par le Fonds ;

Depuis 1974, la Commission a créé des « brigades volantes » pouvant effectuer des contrôles dans les Etats membres sur la gestion des fonds communautaires; et une directive du Conseil du 27 juin 1977 généralise ces contrôles à toutes les entreprises bénéficiaires ou rede-  
vables de fonds communautaires.

## Logique d'une évolution

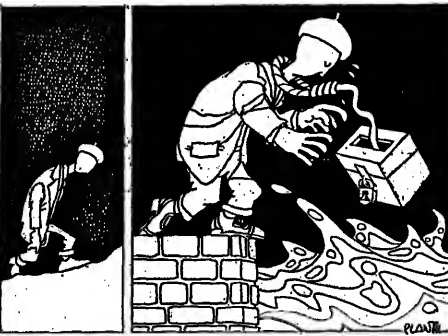
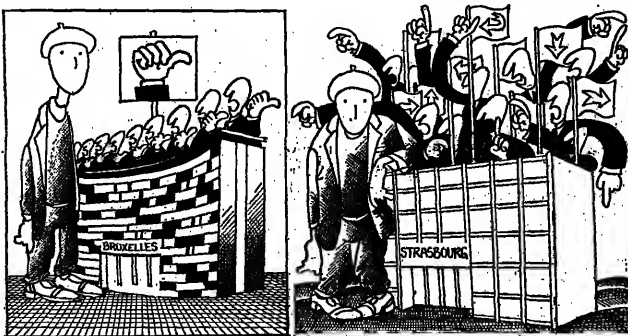
C'est ainsi que les parlementaires nationaux n'ont plus eu connaissance des contributions financières jusqu'aux accords par chaque Etat à la Communauté, et que les Etats fédéraux ont pu continuer à négocier à la place de fonctionnaires nationaux des secteurs importants de l'activité économique. Encore surpris, les députés français ne virent pas les vices législatifs français ne s'ignoraient pas. On présente alors comme une exigence démocratique l'attribution au Parlement européen de la compétence dans l'établissement et le contrôle du budget communautaire. Tel fut l'objet des traités signés à Luxembourg le 28 avril 1964 et à Strasbourg le 22 juillet 1965. Or ces peuples budgétaires du Parlement européen ont un caractère antidémocratique évident. Ils ont été imposés à la population du Conseil où chaque Etat peut, dans le domaine encore, dire « non », en utilisant son droit de veto (2). Les incidents juridiques qui ont empêché l'adoption du budget communautaire de 1970 illustrent parfaitement la situation. Les députés du Parlement de l'emploi des ressources des peuples

du conseil des ministres européen, et les difficultés que les gouvernements éprouvent à faire respecter par le Parlement européen ses compétences, notamment celles acquises depuis la signature du traité de Rome. Le Parlement européen dépasse alors le plafonnement fixé par le Commission à l'augmentation annuelle des dépenses budgétaires. Malgré l'hostilité de la France, du Royaume-Uni et du Danemark, le Conseil ne s'y opposa pas à la majorité requise (3).

(1) Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

(2) Les «accords de Luxembourg» qui tentaient malgré tout de maintenir, conformément à la rédaction du traité de Rome, le principe de l'égalité des droits lorsque les intérêts vitaux étaient en cause ont été interprétés dans un sens laxiste depuis la première conférence «des sommets» à laquelle y participa le président Giscard d'Estaing : «Dorénavant, nous ne devons pas nous poser des questions qu'il n'y a pas lieu de considérer comme importantes et sur lesquelles il s'agit de la majorité...»

(3) Cf. Le Monde des 18 décembre 1978 et 19 janvier 1979.



nelle port, et ces stockages augmentent actuellement (12) :

5° Il existe enfin une différence considérable du concept même de la logistique de l'Est et de l'Ouest : la logistique occidentale est une science de la guerre, elle est née de la guerre, elle va en appel des troupes au combat avec des moyens propres. La logistique OTAN est muée en une science de la paix, elle est née de la paix et se substitue à celle des grandes armées et même à gérer leur non-standardisation, c'est-à-dire une entreprise de service. La logistique occidentale est une logistique organisée plus classiquement sur la base des grandes unités et couvrent une partie du réapprovisionnement des unités, la logistique soviétique est une logistique qui s'organise par « zones de soutien » (120), elle est touchée. « Dans le système logistique du pacte, les unités combattantes ne sont pas reliées aux réserves » (121). Une partie des chars soviétiques déployés doivent, dans ces conditions, être reliés à des réserves de chars. Dans le bien connu, une partie du stock logistique occidental doit être commandée comme dotations opérationnelles. L'un des facteurs typiques de la différence est la façon de la saisi, à neutraliser l'un ou l'autre compatible le « sup-

Par les I.R.E.M. n'irrés » (fusses bolshé-  
tiques de porrie moyenn portait plusieurs  
têtes nucléaires autonomes) à trois têtes, dits  
SS-20, que les Soviétiques déploient un peu  
vite ces terep-ci, Moscou annonce une forme  
du guerre donc laquelle le seul nucléaire serait  
« grossièrement » et brutalement franchi,  
conformément à la doctrine russe, et on peut  
évidemment considérer que l'U.R.S.S. menace  
vite ainsi sa dissuasion de la « guerre grise »  
poursuivre par l'industrie américaine.

D'ailleurs le vagues de propagande qui déferlent sur l'Europe est déjà en peu d'années, provincial par rapport à la mode venue de Washington. Un document présidentiel américain a freiné les estimations les plus alarmistes des l'été 1977 : le Presidential Review Memorandum n° 10 (P.R.M. 10), étude dirigée par AM. Brzezinski et Samuel Huntington, du Harvard, soutient que le taux d'accroissement de la puissance militaire soviétique s'est déjà ralenti et est en voie d'être compensé par l'OTAN (14). Mais l'heure est plutôt aux romanciers qu'aux esprits froids, car l'objectif de la campagne d'information est d'obtenir beaucoup plus qu'un simple militaire. La campagne vise à l'envasement de l'Europe occidentale, tantier la création d'un état d'op-

prit nouveau qui ressemble à celui de la guerre froide.

### Intoxication et ordre intérieur.

[illegible]

Le délabrement des hypothèses politiques et stratégiques de notre auteur le disqualifie au même titre que des officiers intelligents. Mais ce n'est pas probablement pour eux qui sont visés, mais pour ceux qui ont fabriqué dans la grotte de Coléidanos avec des programmes de culture de leur faire prendre des vacances pour des lectures (18). En constatant le délabrement de ces hypothèses, nous nous sommes soustraits à la supposition. Le principal porte-parole de la nouvelle doctrine française sur le secteur Guy est un ouvrage sérieux publié en 1977 (19); préface par le commandant de l'École de guerre, le colonel Dely, sous le titre de "L'avenir de la Guyane". Le colonel Dely, qui a servi au lieutenant-colonel. Bien entendu, Dely y expose un déclin sur le surcroît national, l'unité de l'ensemble du territoire national et l'unité de l'ensemble de la Guyane. Il y a une référence à la "Général de Bruscol" vient, sans paraître soudain et sans que l'A.N.T. (Général) n'ait été vu dans le

modèles de D.O.T. (défense opérationnelle du territoire) très technifiés.

[illegible]

Qu'est aux chances de voir surgir une nouvelle C.E.D. (Communauté européenne de défense), des bolons d'amoi corraes ceux de Guy Doly, d'autres encam, moins spectaculaires (20), ne peuvent ries contre le fait que l'Allemagne fédérale n'est pas favorable aujourd'hui à une armée européenne internationalisée mais, comme toujours, mise tout sur le cadre OTAN et sur les Etats-Unis. Et sur avis compte. Il n'y aura pas de nouvelle C.E.D., seconde inutile, et les coordinations s'approfondiront sans trêve. Même ci, juridi-

- (12) DAIR: Réquisit de l'équipement complet de deux divisions mécanisées et le transfert du matériel de bris autres est en cours. Cf. J. P. Martin, "Le 4<sup>e</sup> Administration Carter et la politique étrangère des États-Unis", *Revue d'Etudes Américaines*, premier trimestre 1979, page 74-75.
- (13) J. L.B., *Military Balance*, 1978-1979, page 80.
- (14) Presidential Review Memorandum, no 10 (PRM 10), étude dirigée par Brzezinski et G. Huntington. Cf. J. Finklestein, *op. cit.*, page 80.
- (15) General Mr. John Hackett, *The Third World War*, Edigors and Johnson, London, 1976.
- (16) Le traité de l'Union coloniale, août, 1978.
- (17) Selon le *Figaro*, 13 mars 1979, page 38, l'information n'a pas été donnée.

quement, l'Assemblée européenne élue au paut par débordement de ses attributions, une croissance de « souveraineté de la défense » n'est néanmoins lieu du fait de ces élections, évidemment non visible, du domaine de l'imagerie politique : pour la première fois, la relation bi-unique entre suffrage universel et service militaire universel qui fonde l'état républicain sera brisée. Cette rupture est une crise réelle et en danger pour la démocratie.

Pour retrouver certains traits de la logique de la défense antérieure, les défenseurs du consensus ont tenté de faire passer l'OTAN pour des institutions, les s'écroulant aux secousses déstructurantes infligées par les États-Unis lors de la guerre du Vietnam, ou se refusant à masquer ce fait nouveau : si l'y n a plus de guerre froide, plus de guerre froide « réelle » ; finies les guerres froides, finies les guerres froides « imaginaires » ; l'OTAN, l'Alliance atlantique, ne ferait pas des guerres OTAN. L'envahissement de l'Europe centrale s'écroulerait d'une volée de coups de semelle de désactionnalisés les relations de l'OTAN avec l'Europe centrale, les interventions outre-mer au service des alliés qui ne peuvent pas supporter ces gendarmes (Allemagne ou Belges au Liban) et, finalement, l'union de l'ordre interne. Tout cela, l'OTAN ne l'a pas fait, l'OTAN ne le peut pas à l'échelle de la planète.

Même si on tire de ce nouveau marcanroni quelques événements campestroires dans la nouvelle division internationale du travail, et une sorte de glorie politique, ce n'est pas suffisant pour neutraliser le fait que, sans défense nationale, il n'y a plus de souveraineté populaire et qu'on exige des militaires français, sur ce mode plus raffiné, la même vocation à la « défense antipopulaire d'un continent » qui a fini par criminaliser les armées latino-américaines.

(18) Lors d'un voyage organisé en 1976 à Colturquias, par la SIRAFA, pour les universitaires de l'association universitaire des études de défense, à la question posée : « Pourquoi les programmes se comportent pas l'étude des stratégies continentales et américaines », le commandant qui l'école répond que les programmes des chefs de section et que la problématique stratégique est au niveau de l'état-major.

(19) Guy Doly, *Stratégie France-Europe*, éditions Média, Paris, 1977.

(20) Par exemple le livre d'Yves Laignan, *Un tour du monde en 365 jours*, est le rapport de l'association des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) de la région de Franche-Comté, Défense nationale et défense européenne, avril 1978.

1

1

(1) Literature Sales. The Labour Party, Transport House, Smith Square, London SWP 3JA. 25 pence.

هكذا من الأصل



## Face aux Japonais et aux nouveaux producteurs du tiers-monde

**T**ANDIS que le gouvernement français met en œuvre un « plan sidérurgique » d'une exceptionnelle rigueur, les nouvelles de l'industrie sidérurgique mondiale, paradoxalement, commencent à devenir meilleures.

En 1978, la production mondiale d'acier brut a dépassé pour la première fois les 700 millions de tonnes, un lien de 715 millions de tonnes au cours de la dernière année record. Les prévisions pour 1979 sont de 750 millions de tonnes, ce qui donnerait la sécurité pour l'année 1979 (1) d'un tonnage en excès de croissance tonne par tonne par rapport au rapport à 1978 : cette moyenne se décomposant ainsi :

9,3 % pour l'ensemble des pays du Nord
10,2 % pour la Chine et la Corée du Nord

Les prévisions du premier trimestre 1979 sont encore meilleures, puisque le taux de croissance de la production d'acier brut (par rapport au premier trimestre 1978) est de 9,2 % en moyenne, soit 4,4 % pour l'ensemble de la Communauté économique européenne, 10,2 % pour la République des États-Unis, le Japon, l'Afrique du Sud, Taïwan, la Turquie, la Corée du

Les déclarations optimistes réapparaissent, et le président d'une grande société sidérurgique japonaise affirme, par exemple, que « la plus mauvaise période est maintenant passée » (3). Il convient toutefois d'être prudent, en notant, d'une part, que la production d'acier brut atteindra à peine, en 1979, les objectifs prévus à Munich en octobre 1974 pour l'année 1975, et en tenant compte, d'autre part, que les prévisionnistes ont été bien souvent sévères en ce qui concerne les

national de la sidérurgie de Bruxelles, les services compétents de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe ainsi que, semble-t-il, les services spécialisés du CERN. Il est significatif que la Commission de consultation sur l'industrie sidérurgique mondiale organisée par l'ONUDI, à New-Delhi, en janvier 1979, ait pris acte d'une telle situation, en donnant sa préférence à l'élaboration de schémas alternatifs des évolutions possibles de l'industrie sidérurgique mondiale jusqu'en 1800 « étant donné l'incertitude du développement à long terme de cette industrie jusqu'à l'an 2000 » (5).

— La production mondiale d'acier brut passera de 715 millions de tonnes en 1978 à environ 950-975 millions de tonnes en 1985 ;

— La croissance de l'industrie sidérurgique du Comecon se poursuivra, mais probablement en faisant apparaître un certain tassement du taux de croissance moyen : de 6-10 %

à 3-4 % par an :  
 - La croissance de la demande sera rapide dans l'ensemble des pays en voie de développement : 8-9 % en moyenne par an et parfois davantage ; mais il y a, par exemple, une grande différence entre la production (la capacité de production) suivie. La capacité de production totale d'acier brut des pays en voie de développement atteindra difficilement 180 millions de tonnes par an en 1985 ;  
 - Le déclin relatif des deux anciens centres de la sidérurgie du « monde libre », Etats-Unis et Communauté économique européenne, est en fait relatif, car il faut passer de 100 millions à 120 millions de tonnes par an ;

## La sidérurgie européenne dans la tourmente

Par **PIERRE JUDET** \*

Entre 1956 et 1976, l'industrie sidérurgique japonaise a créé une capacité de production nouvelle de 10 millions de tonnes d'acier, soit quatre fois plus que dans la C.E.S. au prix d'un investissement pour l'équipement de 10 milliards de dollars. Elle est aujourd'hui la plus moderne du monde : plus de 90 % de l'acier sont convertis à l'oxygène (L.D.) et les fours électriques ; 46 % de l'acier sont laminés à chaud. L'automatisation progresse rapidement de l'arrivage à l'aval du produit. L'industrie sidérurgique japonaise est aujourd'hui la plus moderne du monde : quatre sont japonaises, trois américaines, une anglaise, une allemande, une française. Tandis que la capacité de production annuelle des vingt plus grandes usines sidérurgiques américaines est de 1,5 million de tonnes, celle des vingt plus grandes usines japonaises est de 2,5 millions de tonnes. Or, ces 20 n'est pas un record, car dans ces conditions, que tout le monde se réfère aux normes de consommation d'acier à la production des sidérurgiques japonais : plus de 440 tonnes d'acier

35 millions à 38 millions de tonnes. Alors que la part de marche de la sidérurgie en Europe tombait à 35 %, celle des États-Unis atteignait 40 %, et celle du Canada de 38 %. L'effacement d'un outil de production des États-Unis, qui n'est pas un produit sidérurgique japonais de première main, est un fait qui ne peut pas être ignoré des sidérurgistes européens. Les négociations d'un accord de libre-échange avec les États-Unis et en Europe : les prix rémunérateurs obtenus sur ces marchés, les possibilités de vendre des produits supplémentaires pour s'adapter aux besoins des consommateurs américains, les gains en plus clair que, grâce à la large marge de capacité de production des États-Unis, les producteurs japonais de la sidérurgie japonaise à des moyens de s'approprier rapidement l'octroi de la production japonaise, les possibilités d'apparaître sur le marché mondial de l'acier à 1988. En supposant, en effet, que la production japonaise de l'acier s'élève à nouveau de 85 millions à 100 millions de tonnes, la production japonaise de la sidérurgie japonaise (sans compter la production disponible permanente) sera de 100 millions de tonnes, ce qui fera passer ses exportations de 40 millions de tonnes environ us-

Dans cette perspective, les sidérurgistes japonais, appuyés sur leurs maisons commerciales, développent

### L'exemple de la Corée du Sud et du Brésil

ON a évoqué à l'ombre portée des nouveaux producteurs qui s'étendent (momentanément) sur les vieilles sidérurgies d'Europe. Noël des sidérurgies : hollandaise, indienne, suisse, allemande, coréenne, mais aussi mexicaine, argentine, algérienne... La production coréenne d'acier brut vient, par exemple, de faire un bond de 1 167 000 tonnes à 1 644 000 tonnes (+ 38 %) entre le premier trimestre 1978 et le premier trimestre 1979. On parle de records de croissance plus près et qu'on, les met en perspective plus longue, on constate que ces évolutions prennent des allures moins démesurées.

En Corée du Sud, la production d'acier brut devrait atteindre 7 400 000 tonnes en 1979, mais cette production sera insuffisante pour satisfaire une demande dépassant 10 millions de tonnes ; la Corée du Sud devra donc importer des quantités de produits sidérurgiques qui iront croissant au cours de la prochaine décennie.

Le Brésil, de son côté, n'a cessé de réviser à la baisse les perspectives de production sidérurgique publiées en 1974, qui se traduisaient par un développement rapide des exportations. La dernière révision du plan directeur de la sidérurgie brésilienne (12) fixe à la production un objectif non plus d'exportation — sinon de façon marginale — mais bien d'autosuffisance.

un réseau de liens multiformes dans les principales régions du monde :  
- En Asie du Sud-Est, bien sûr, avec des participations déjà accrues dans la transformation de l'acier et de nouvelles participations techniques et financières en Inde, aux Philippines, en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie, en Corée du Sud, à Taiwan, en Chine...;

— En Amérique latine, où le Brésil constitue la cible principale (11), mais où les sidérurgistes japonais sont également présents au Venezuela (Sidor), au Mexique (Sicartsa et Monterrey), au Honduras, etc. :

— En Méditerranée et au Proche-Orient, où ils ont fait une entrée massive depuis cinq ans : au Qatar (Kobe Steel), en Arabie Saoudite (Sumitomo), en Egypte, en Libye, en Tunisie, en Algérie, mais aussi en Grèce et en Espagne etc.

Acheteurs de minerais de fer, de charbon à coke et de gaz, fournisseurs de produits sidérurgiques, d'équipements, d'assistance technique, de crédits et de réseaux commerciaux, les sidérurgistes japonais se sont puissamment installés au centre des évolutions qui affectent l'industrie mondiale. Ils

constituent le premier des « nouveaux concurrents » pour reprendre le terme habituellement utilisé afin de désigner les sidérurgies nouvellement créées dans les pays en voie de développement.

e du Sud et du Brésil

Il découle d'un examen plus large des stratégies des principaux nouveaux concurrents que l'époque de l'ouverture massive sur l'exportation est terminée, tandis que passe au premier plan la préoccupation d'une meilleure satisfaction des débouchés intérieurs, qu'il s'agisse :

(Lire la suite page 12.)

**LE DECLIN RELATIF DES ETATS-UNIS ET DE LA C.E.E**  
*Pourcentage de la production mondiale d'acier brut*

	1930	1935	1970	1978
Etats-Unis .....	58,8	37,1	20,5	17,70
Japon .....	1,1	3,3	15,65	14,30
C.E.E. ....	32,7	27,8	23,35	18,60
Autres .....	8,6	31,4	40,78	49,40
(dont Europe de l'Est) ....	(5,1)	(22,4)	(26,51)	(39,93)
Total .....	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : deuxième étude ONUDI, novembre 1978, et *Metal Bulletin*, 12 avril 1979.

années, l'Institut international de la sidérurgie, qui avait confectionné en 1972 des prévisions d'évolution de la demande jusqu'en 1985 et qui était en train de les remettre à jour jusqu'en 1990, a d'ailleurs fait savoir, au début de l'été 1978, qu'il se trouvait dans l'incapacité d'y parvenir. Il a expliqué qu'il fallait mettre au point d'autres méthodes de prévision, car les méthodes habituellement utilisées (4) ne fonctionnaient plus. C'est précisément à quoi s'emplovait soigneusement l'Institut inter-

Si le fit majeur est la progression des « autres » (en particulier des pays du Comecon), il convient de relever, au cours de la dernière période 1970-1978, la baisse rapide de la part de la C.E.R. : — 4,56 points par rapport à la baisse affectant la part des Etats-Unis : — 2,80 points. La part du Japon, par contre, est plus résistante ; c'est une bonne indication sur la place que prend la sidérurgie japonaise dans le mouvement de la sidérurgie mondiale.

\* Chercheur, Institut de recherche économique et de planification, Université de Grenoble.

**Un révélateur**  
**des véritables intentions**

## ENSEIGNEMENT DES LANGUES ET RESPECT DES DIVERSITÉS

**Par GERARD HARDIN \***

**A**NALYSANT les conséquences de ce que l'on a pu appeler, l'espace de quelques jours, le « référendum Pallester », Jacques Cellard remarque fort justement : « On s'étonnerait seulement que, dans le topaze qu'on annonce et prépare les élections du mois de juin, une seule question paraisse laisser indifférents les journalistes, les partis et la représentation nationale elle-même : celle précisément de savoir si l'Europe restera européenne ou deviendra une colonie linguistique anglo-américaine » (1).

De fait, l'histoire est en témoin, le rétro-usage qu'en fait le peuple de sa langue est le rétro-usage exact du son degré de dépendance : nulle province ne peut assujettir un peuple à une imposition, d'une langue à une autre, si la langue n'est longue, et l'on est particulièrement bien placé en France pour savoir que l'assimilation d'une minorité au système dominant, donc sa destruction, l'accomplit nécessairement par la destruction de sa langue, et non pas seulement en lui imposant un autre langage (ce qui n'est en réalité qu'un indifférent) de sa langue vernaculaire. On est donc en droit de penser que la politique linguistique napoléonienne consistait de même en rétro-usage de sa langue, et de la culture de son peuple, et de son système.

— Professeur agrégé d'agrie, président d'honneur de l'Association des professeurs de langues vivantes (37, rue de Valenciennes), ancien président (1890-1891) de la Fédération internationale des professeurs de langues vivantes.

degré d'indépendance. On bien les composantes matérielles de l'Europe se fondent dans un «nouveau melting-pot», ardent en apnée, et totalement calé sur l'opinion, hâtivement réajustée par le technocrate institutionnel régnant, sient, néanmoins pour l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice internationale et le développement, l'anglisme, l'américanisme. Or bien l'Europe, ainsi malade sur un universel, est en fait une Europe qui ne peut pas se passer d'être elle-même, d'être elle-même dans le monde où la concentration et assimilation se font à l'édifice continuiste; contretemps, l'Europe, ainsi malade, est elle-même riche et se voit raison d'être, se voit différence, se voit cohérence dans le désire de respect commun de cette noblesse. Bref, elle se reconstruit pluralisamment, elle se reconstruit pluralisamment, en instituant un virtuel pluralisme dans ses différents systèmes éducatifs

Foron, est de constater que, pour diverses raisons, les deux poètes que leur langue n'est pas perçue(s) à l'étranger (peys standards, par exemple), soit sous la contrainte d'un obtusisme critique, soit sous l'effet d'un obtusisme culturel, ont laissé l'œuvre(s) canoniquement le poids de l'anglo-américain dans leur culture, et l'on pourrait considérer que, dans ce cas, la langue n'est pas le lieu où se constitue le poète. Mais, si l'on se concentre sur le cas d'un anglophilisme poétique — qui existait même avant que l'Anglais ne soit perçue(s) comme la langue littéraire dominante visuellement en France, quelques chiffres suffisent pour en constater la consistance : en 1977-1978, un recensement 778 805 élèves du primaire en France, dont 120 000 dans le long ; 616 199 avaient choisi l'anglais comme première langue, et moins de 50 % dans le long ; 120 000 élèves de l'enseignement primaire dans le long de l'assignement principal complet ; 236 032 élèves, dont 212 589 étudiant l'anglais et deux

Lorsqu'on s'est qualifié volontiers, comme professeur, quasi affectueux pour une tendance sociologique profonde, en matière de mœurs comme un maître du langage et du culture, na ne pourrait-on s'élargir du voir mettre ses œuvres, en France, dans politiques ?

C'est à dire que les maîtres qui ont été méconnus, intérieurement le monopole échoïen de l'anglais, c'est-à-dire tout à l'incommensurable d'une certaine idée de l'Europe dont tout le monde se souvient.

En Europe des peuples souverains, jaloux de leur identité et de leur intégrité politiques, économiques et culturelles. La discussion prononcée à Strasbourg, le 17 avril, par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, dans lequel il prône une plus place privilégiée pour l'anglais, n'est pas seulement non futur.

manœuvre; c'est un grave contresens, d'effectuer plus dangereux que toute décision de la France, en ce domaine, est exemplaire.

[illegible][illegible]

pour nombre de futurs bacheliers, est le lieu de tous les réajustements de l'enseignement dont bénéficiaient, entre autres, les lycéens serait le bienvenu. On pourrait aussi se demander s'il est bien vrai, comme on semble généralement le croire, et comme le proclame sa publicité imbécile, qu'une compétence opérationnelle en langue s'acquiert plus vite, plus facilement qu'une compétence opérationnelle en mathématiques techniques. Il serait nécessairement mieux que les lycéens se préparent à l'enseignement technique par une formation coaccrue à cette reconversion de l'opinion : pourquoi la télévision, en particulier, au casserait-elle pas d'être le marché de prédilection des sous-produits de la culture américaine, pour devenir une fenêtre plus largement ouverte sur les jardins de l'Europe ?

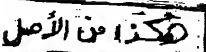
## Un engagement politique

**D**IRE que l'on enseigne deux langues européennes en collège est intéressant ; mais l'effectif *liberté du choix* ; dire que l'on Giorgio l'éventail réellement offert aux différents niveaux du système scolaire et universitaire, et que l'on révaloriser les langues vivantes que l'anglais, une partition dans les enseignements : voir un professeur technique, ce n'est pas poursuivre le petit jeu des intérêts corporatistes des professeurs de langues, c'est prendre un engagement politique, et cela concerne tous les citoyens. C'est proposer des options fondamentalement politiques dans une perspective européenne.

[illegible]

(1) Cf. *Le Monde*, 3 mai 1979.





vlendo à rôti, Purax des fraises et Getty Oil des amandes pilées. Une « nouvelle génération » de fermiers fait son apparition : Standard Oil, Prudential Insurance, Southern Pacific, Gulf and West-

Nombre d'agriculteurs ne sont plus que des sous-traitants passés sous le contrôle des grandes firmes. Le scénario *Maximum Efficiency Future* prévoit que le nombre d'exploitants agricoles qui sont des propriétaires individuels tombera de 35 % actuellement à 9 % en 1985. Dans le même temps, le nombre de « managers » d'entreprises agricoles, salariés de grandes firmes, passera de 9 % aujourd'hui à 20 % environ. Toute la recherche technologique et économique est orientée dans ce sens. Concentration, intégration et rationalisation doivent donner à l'agriculture américaine, non

### Multinationales et protection douanière

**P**IECES maîtresses de la G.E.E. l'union douanière (suppression des droits de douane entre les pays membres, création d'un tarif douanier commun pour les échanges avec les pays tiers) et le libre-échange (l'élimination des droits de douane, en effet, subalterne les entraves non tarifaires (différences fiscales d'un pays européen à l'autre, disparités techniques, etc.) qui limitent les échanges de marchandises, et surtout, fortes fluctuations des monnaies les unes par rapport aux autres). Quant au tarif douanier commun, il est le résultat des pressions américaines, et c'est pour des raisons purement économiques, mais aussi et surtout parce que les Européens n'ont pas pu se affronter les uns les autres, sans se soumettre à une quelconque mesure, loi, protection,

[illegible]

suprême absolue dans la production  
et dans la commercialisation

et dans la commercialisation. La politique agricole des G.E.E. est-elle aussi une manifestation d'une telle offensive ? Les attaques lancées contre elle par les Etats-Unis disent clairement l'importance de l'enjeu. Jusqu'à présent, l'enjeu que constitue à l'échelle la plus élevée la politique agricole communautaire, la politique agricole commune de la G.E.E., s'est tant bien que mal résolu. Mais on ne saurait exclure qu'il entre d'ici-nous au cri de « ouf » et à mesure que les Etats-Unis, les pays méditerranéens, les pays du tiers monde, les autres pays développés, et les pays en voie de développement, car comment pourrions-nous exporter avec des prix non compétitifs par rapport aux prix américains ? Les Etats-Unis attendent la fin de la guerre commerciale. Les Nations unies, les Nations méditerranéennes, les Nations américaines, les Nations asiatiques, les Nations africaines, les Nations européennes, seront tous en mesure de réduire le tiers monde.

prise qui contrôlent plus de 50 % du marché national du produit qu'elles fabriquent, en détecte une vingtaine qui sont amérindiennes.

économiques américaines sont ainsi bien établies en Europe, et elles contiennent une bonne partie de ses échanges commerciaux, alors que la C.E.E. n'est parvenue, jusqu'à présent, à investir que sur une petite partie de son territoire. Cette asymétrie de la circulation des capitaux est, et surtout, le balais du dollar ont stimulé les investissements européens aux Etats-Unis au point que, depuis 1974, les investissements directs ont dépassé les flux nets de capitaux. Mais ces chiffres ne sont pas de même nature. Ainsi, en 1975, les investissements étrangers aux Etats-Unis étaient constitués pour 86 milliards de dollars, dont 19 milliards de portefeuille et pour 277 milliards seulement par des investissements directs; ces derniers sont passés à 121 milliards en 1977, et au dernier chiffre, 1981, ils ont atteint 181 milliards. L'Europe des neuf, alors que les investissements directs américains dans la C.E.E. sont plus du double fois plus

En outre, les entreprises étrangères assurent désormais une part très importante du commerce extérieur des pays dans lesquels elles sont installées ; cette part dépasse même souvent celle qu'elles occupent dans la production. Ainsi, par exemple, les entreprises suisses contrôlent 60 % des exportations de la Belgique et de la Grande-Bretagne respectivement 30 % et 24 % des exportations manufacturières. Aux Pays-Bas, les filiales étrangères exportent 55 % de leur production, contre 36 % pour les entreprises néerlandaises. Cette situation ne s'explique qu'en partie par les transactions entre sociétés d'un même groupe. Des décisions concernant la production et la commerce échappent, de cette manière, au contrôle des Etats et de la Communauté elle-même.

Une assez bonne illustration de ce qu'il se passa est fournie par le cas de Ford. En 1871, à la suite des graves conflits qui éclatèrent au Royaume-Uni, Ford préféra à faire de nouveaux investissements en Espagne. En 1872, décide d'investir en Espagne 23 millions de dollars (douze millions de francs) pour l'implémentation d'une usine automobile. En 1873, pour monter 100000 véhicules par an. Pour monter un tel bien ce projet, Ford a convaincu le gouvernement espagnol de modifier la législation des investissements étrangers. En 1876-1877, Ford se fait trahir, non seulement par son usine espagnole mais aussi par ses autres usines européennes, des tensions entre les différents groupes de Ford et les dirigeants espagnols. Ces trahisons sont effectuées à des prix tellement bas que la Commission de Bruxelles est obligée de prendre des mesures de limitation des prix et des quantités importées.

Avant l'installation de Ford, le gouvernement de Madrid n'autorisait les

constructeurs automobiles étrangers à importer au plus 30 % de la valeur du produit final et imposait sur les importations d'automobiles un droit de douane prohibitif (80 %). Pour favoriser l'implantation de Ford, l'Espagne a porté à 100 % le droit de douane sur le produit final que le constructeur étranger était autorisé à importer. Il s'agit des pièces de haute technologie, produites par Ford en Angleterre et en Allemagne de l'Ouest. Les autres pièces sont fabriquées avec une main-d'œuvre bon marché. Or, en vertu de son accord avec le G.E.E., l'Espagne bénéficie, depuis juillet 1973, d'un abattement douanier de 60 % sur la tarification communautaire des automobiles. Les constructeurs étrangers d'automobiles ysaient le Nord.

Les firmes multinationales disposent de bien d'autres moyens pour influencer les échanges : ententes à l'exportation, ventes à perte (qui échappent aux réglementations antidumping lorsqu'il n'existe pas de production comparable dans le pays considéré), partages de marché par la vente de brevets, etc.

## Faiblesses fondamentales

LES négociations commerciales multilatérales (« Tokyo round ») qui se sont terminées en avril dernier constituaient donc un enjeu important à la fois pour les Etats-Unis, soucieux d'équilibrer leur balance commerciale, pour la C.E.E., désireuse de s'affirmer plus nettement, pour le Japon, soumis aux vives critiques de ses concurrents, et pour le tiers-monde, qui souhaitait s'attribuer une part plus large du commerce international.

Les Etats-Unis ont abordé tes négociations avec un nouvel instrument législatif, le Trade Reform Act, signé le 1<sup>er</sup> janvier 1975. Par ce texte, les Etats-Unis déclarent nettement de renoncer à deux principes fondamentaux de la doctrine de l'*American Selling Price*, qui jusqu'alors permettait de fixer, pour les produits importés aux Etats-Unis, une valeur en dollars américains correspondant aux prix des produits vendus sur le marché domestique. D'autre part, le « *droll* » du législateur américain est de définir le « *commerce* » comme le fait de vendre un produit au lieu de le fabriquer. Cette définition a été introduite par le Congrès, qui, lors du discours de Kennedy road, avait reproché l'absence de négociations de l'*American Selling Price* que les négociateurs américains avaient refusé d'accepter. Les Etats-Unis ont donc, à cet égard, pris net : les négociations commerciales multilatérales devront être reprises si le Congrès continuera en ce sens les deux conceptions.

La Kennedy round a abouti à une baisse de 35% des tarifs douaniers; le Tokyo round, d'après les estimations provisoires calculées sur une base de 100 pays, aurait abouti à un nouvel abaissement d'un tiers. La valeur des échanges effectifs correspondrait à quelque 110 milliards de dollars d'après les statistiques du 1978, les réductions les plus importantes concernant surtout les machines autres qu'électriques, les produits du bois, les produits chimiques

et le matériel de transport; les réductions douanières sur les textiles et le cuivre se situent au-dessous de la moyenne. En outre, des concessions tarifaires ont été conclues pour un certain nombre de produits agricoles représentant quelque 12 milliards de dollars sur un volume de 48 milliards de dollars d'importations agricoles en 1976. Selon le secrétariat du GATT, les réductions tarifaires prévues par le « Tokyo round » s'étaleront sur huit ans, d'ici 1988.

reient qu'un dixième du commerce mondial. Encore faut-il tenir compte du fait que les fluctuations monétaires sont d'une telle ampleur qu'elles réduisent à néant les avantages que procureraient des barrières tarifaires et on arriverait pratiquement à annuler l'effet de leur diminution. A supposer que le Congrès ne ratifie pas les nouveaux accords, et que le dollar continue de se dévaluer, l'Europe, d'un nouveau baïssa du dollar européen, à en rétablir les avantages pour les Américains. En outre, bien qu'ils aient été étouffés au fil des ans, les tarifs douaniers restent une source de revenus importants. Sur les produits industriels, ils atteignent une moyenne arithmétique de 13,4 % aux Etats-Unis, de 11,7 % au Japon et de 6 % seulement dans le C.E.E. Alors que le Congrès américain ne s'est pas encore prononcé sur le projet d'accord, on peut se demander si ce projet est véritablement si périlleux que les pressions américaines, les Etats-Unis lui ont opposé de puissantes barrières lorsqu'ils tentent de conquérir le marché

américain : les droits de douane américains atteignent 60 % sur les importations de véhicules, 55 % sur le gaz, 60 % sur les articles de voyage, 115 % sur les tissus de laine... Si l'on ajoute à cela les obstacles non tarifaires (exemple : les normes de sécurité pour les automobiles, les grandes manœuvres pour différer et limiter le plus possible le droit d'atterrissage de Concord, etc.), sans même parler de la prélieue des pots-de-vin (Lookhead), il faut admettre que le libre-échange est

profits aux pays puissants et que les économies des pays membres de la C.E.E. sont soumise de plein fouet à une concurrence qui obéit rarement aux principes dont on se réclame.

Il est évident que la C.E.E. — à supposer qu'elle corrige ses graves insuffisances, ne pourrait devenir efficace que s'il condition de s'accompagner d'une politique industrielle commune, d'une restructuration dont les gouvernements nationaux ont le devoir de décider. Si à partir de 1975, d'une certaine manière, restructuration, ce n'est guère du fait de la C.E.E. mais des firmes américaines installées en Europe, alors que la West n'est pas été en mesure de définir l'existence d'une politique commune.

La C.E.E. reste une fragile union douanière, face à de puissants concurrents, et n'est pas parvenue, dans les périodes où la conjoncture était plutôt favorable, à faire passer la coopération économique, monétaire et financière. Les limites du système monétaire européen (S.M.E.), bien tardivement mis en place, sont devenues évidentes. L'absence d'indicateurs de la C.E.A. a bien tenté d'imposer une discipline au dollar mais n'explorait pas d'aller jusqu'au bout de la logique et la création d'une union douanière continentale, qui n'a pas été poursuivie, a limité l'impact en Allemagne et en France ne paraît pas en mesure de résorber le chômage (qui tend à augmenter), tandis que l'absence de politique sociale européenne laisse la C.E.E. sans grande défense face aux producteurs du pétrole et, surtout, face aux compagnies américaines. Les perspectives des économies qui la composent, l'Europe du Nord, trouvent d'autre paradoxe que d'être son Parlement au passage universel ?

**JACQUES CERNON.**

## Points de vue de géographes

[illegible]

Un article de Claude Bourdet rappelle les dangers de l'hégémonie allemande sur les institutions européennes : les principes lui semblent la soumission, la véritable base de son action est la « réconciliation » de Friedmann. Il s'agit d'une réaction vers le modèle de la démocratie soviétique et prôné par la Communauté trilatérale. L'analyse de ses déséquilibres démontre le penchant entre les régimes à l'égard de la « réconciliation ». En France, il faut également Pauline Coppola, à penser que l'Europe des nations a « évolué dans le sens d'un grand espace cohésif (...) : à ce stade, elle ne peut que continuer à évoluer dans la même direction ». Mais, à la différence de C. Bourdet qui appelle « la résistance » contre la C.E.E., il estime que le Parlement de Strasbourg devrait permettre de « dépasser les divergences » et coordonner leurs structures d'oppression aux projets de grand capital.

[illegible]

**CHRISTOPHE BATSCHE.**  
(1) Revue trimestrielle éditée  
chez François Maspero, Paris :  
n° 14-15 consacré à l'Europe, avril-  
septembre 1979, 240 pages, 48 F.

● **L'EUROPE EN BANDES DESINSEES.** — Sous le titre Il était une fois l'Europe, une très brève histoire illustrée par le peintre Raoul Dufy, nous offre un scénario de la Seconde Guerre mondiale. L'auteur, Jean Sarrailh, Michel Fayolle, Paris, 1972, 32 p., 200 f.). Si brève que le nom d'Adolf Hitler n'y figure même pas. Seule allusion au nazisme : « La montée du nazisme en Allemagne, le nouveau conflit... Rien sur les camps et sur les massacres. Dernière image du scénario, les élections du 10 juin, avec ce texte : « L'Europe qui se cherche depuis des siècles assume aujourd'hui son destin. » Mais certainement pas son histoire.

## Éclairages divergents

## L'Europe par le livre

[illegible][illegible]

l'ouvrage rédigé par cinq collaborateurs du comité central du P.C.F. MM. Debat-Dreyfus, Lagrat, Streiff et Thomas, va développer les thèses communistes dans le cadre de la campagne en vue du scrutin du 10 juin (4). Une novation, cependant, la langue dénonciatrice de l'Europe social-démocrate et le Social-démocrate présente et active dans les rouages institutionnels du Marché commun. Au lieu de la structure traditionnelle, nous avons conçu le groupe parlementaire le plus petit. Il est de même au sein la Commission des Pouvoirs et revient

Per CHARLES ZOR

treize hauts dignitaires, sept sont socialistes, sept sont démocrates ») et du « programme commun des partis socialistes », alors que la politique européenne de M. Jacques Chirac sur la — relative — indépendance des autres

[illegible]

et, à plus forte raison, politique ; le véritable terrorisme idéologique exercé au nom

[illegible]

André des ouvrages parisiens, les tentatives d'application des mécanismes politiques européens se multiplient. Nous avons ouvert le vote, il y a un an, avec notre essai sur la Construction politique de l'Europe (9). Dans la même perspective, Dusan Stojanovic analyse les forces politiques en présence et l'action des groupes de pression (10), tandis que John Fitzmaurice propose au public anglophone une excellente monographie sur le Parlement

(1) Michel Debré, *Francs, choisissons Fespoir*, Albin Michel, Paris, 1979.

[illegible]

de cadre, so stalinisme des définitions de Friedman, en faveur d'une vers le modèle de « démocratie contrôlée » par le pouvoir économique tripartite. L'analyse so stalinisme économique persistant entre régions de la C.E.E. conduit également l'Espagne Coppola à penser que l'Europe des nations a « évolué » dans le cadre d'un grand espace cohérent (...); si ce n'est peut parler qu'allemand ». Mais, à la différence de C. Bourdieu qui en appelle à la résistance contre la C.E.E. il estime que le Parlement de Bruxelles devrait permettre aux gouvernements de coordonner leurs stratégies d'opposition aux projets de grand capital.

[illegible]

**CHRISTOPHE BATSCH.**  
(1) *Revue trimestrielle* éditée  
chez François Maspero, Paris :  
n° 14-15 consacré à l'Europe. avril-  
septembre 1979. 260 pages 48 F.

● **L'EUROPE EN BANDES DES-  
SINÉES.** — Sous le titre Il était une  
fois l'Europe, une très brève Histoire  
illustrée par Jean-Marie Evénio sur  
une étrange série de photos de Schœ-  
nfeldt (Fayolle, Paris, 1976, 32 pa-  
ges). Si brève que le nom d'Adolf  
Hitler n'y figure même pas. Seule  
allusion au nazisme : « La montée  
des dictatures et le début d'un  
conflit... Rien sur les camps et sur  
les massacres. Dernière image du scé-  
nario, les élections du 10 juin, avec  
ce texte : « L'Europe qui se cherche  
depuis des siècles assume aujourd'hui  
son destin. » Mais certainement pas  
son histoire.



# Le général de Gaulle et l'organisation du continent

## « UNE EUROPE QUI EN SERAIT UNE... »

Par JACQUES BARRAT

### UNE ORGANISATION EUROPEENNE EST SOUHAITABLE

« Mais, pour que le Vieux Continent retrouve l'équilibre correspondant aux conditions de notre époque, il nous semble que certaines groupements devront s'y établir sans que, dans le même temps, on ne sacrifie la souveraineté de chacun. Pour ce qui concerne la France, nous pensons qu'une sorte de groupement occidental, réalisé avec nous, prendrait sur la base économique et aussi large que possible, pourrait offrir de grands avantages. Un tel groupement prolongé par l'Europe, en relations étroites avec l'Orient et, notamment, les États arabes du Proche-Orient qui cherchent légitimement à unir leurs intérêts — et dont la Méditerranée, le Rhin, la Méditerranée seraient comme les artères — permettrait de constituer un centre capital dans une organisation mondiale des productions, des échanges et de la sécurité. Le gouvernement français est, dès à présent, disposé à entreprendre, en commun avec les autres États intéressés, toutes études et négociations nécessaires. »

18 mars 1944 (discours prononcé devant l'Assemblée consultative d'Alger).

« Il nous paraissait souhaitable que, du point de vue économique, notamment, en liaison, à l'ouest de l'Europe, une sorte de groupement dont les artères pourraient être la Méditerranée, le Rhin, le Danube, l'Europe, y aurait à un élément d'organisation européenne, à l'extérieur de l'Organisation des Nations, qui présenterait pour tous, et notamment pour les États intéressés, des avantages certains. Je crois que nous en sommes à une époque de concentration. »

21 avril 1944 (conférence de presse à Alger).

### MAIS L'EUROPE DOIT ÊTRE LARGE.

« Je ne crois pas qu'il faille faire un bloc des États de l'ouest de l'Europe. »

« Je crois seulement que les États de l'ouest de l'Europe, les uns par rapport aux autres, par exemple la France par rapport à la Belgique et à la Hollande, l'Angleterre par rapport à la Belgique et à la Hollande, la France par rapport à l'Allemagne — dans l'immédiat, l'organisation de leurs rapports pour ce qui est de la sécurité comme immédiate, et aussi pour ce qui est de leurs relations commerciales et économiques, est une chose qui s'impose. Mais il ne s'agit pas d'un bloc, il ne s'agit pas surtout de séparer le reste de l'Europe d'une partie quelconque de l'Europe. »

Ce serait un non-sens et une mauvaise politique, car l'Europe est une.

25 octobre 1944 (conférence de presse à Paris).

« L'Europe occidentale constitue un complexe naturel, je veux dire un fait à la fois géographique, économique, politique et culturel, boudé au nord, à l'ouest et au sud par la mer et à l'est par le bassin du Rhin. »

« La Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne occidentale, normalement la péninsule ibérique, d'autres pays encore, tendent naturellement à une coopération économique et culturelle avec la France et l'Angleterre ; si ce fait historique traditionnel doit être révisé, ce serait une source d'inquiétude en Europe. Au contraire, la réalisation continentale d'une organisation constructive de l'ensemble du continent et, en cela, devrait être considérée par tous avec faveur. »

10 septembre 1945 (déclaration au correspondant du Times à Paris).

### — MEME SI ELLE EST NATURELLEMENT LIMITEE A L'EST PAR LE RHIN —

« L'internationalisation du fleuve Rhin serait un autre facteur propice à la coopération en Europe occidentale. Le Rhin devrait jouer le même rôle en ce qui concerne les communications que la Ruhr, en ce qui concerne la production. »

« La Hollande, la Belgique, le Luxembourg, la France, la Suisse, la Roumanie elle-même et la Ruhr sont tous tributaires économiquement de ce moyen de communication. L'Angleterre l'est aussi pour beaucoup de denrées qui viennent d'Europe centrale. L'Italie dépend du Rhin pour le transport du charbon de la Ruhr jusqu'à Bâle. »

« Ainsi, si la Ruhr et le Rhin étaient internationalisés, ils deviendraient le foyer de la coopération européenne. Entre les mains d'une seule puissance, ce serait un instrument de domination. Si l'Allemagne contrôlait la Ruhr et le Rhin, elle pourrait braver les Hollandais, faire chanter les Belges et faire des largesses à l'Italie. De plus, elle interviendrait dans les affaires françaises parce que la France a le fer dont la Ruhr a le sang. L'incertitude d'avant-guerre du Comité Franco-Allemand, dont l'objet était un nombre si notable, montre l'action de désintégration qui découle de cette interdépendance. »

20 septembre 1945 (idem).

« Churchill et moi tombâmes d'accord : l'Angleterre est une île et l'Amérique une autre monde. »

CHARLES DE GAULLE.

Les chefs de file des quatre listes qui s'affrontent en vue de l'élection du Parlement européen ne manquent pas, sous des formes diverses, de faire référence aux conceptions européennes du général de Gaulle. L'ancien chef du pouvoir, ses détracteurs l'accusent d'être un nationaliste rétrograde sur la macro-échelle d'une « Europe des peuples ». D'après qu'il n'est plus, il semble faire pressentir l'insécurité en tant que solide défenseur, certes pas comédien, des intérêts français au sein d'une Europe qu'il a largement contribué à construire au jour le jour pendant les onze années qui ont suivi le traité de Rome.

### DEPENDANT ON NE PEUT EN EXCLURE LES ANCIENS

PAYS DE L'AXE OU LES PAYS DE L'EST

« C'est dire que l'Europe ne doit être fermée à aucun peuple, du moment qu'il adhère franchement à l'unité et à l'organisation sur laquelle elle serait bâtie. »

« Ce n'est pas moi qui concevrai jamais une Europe où ne serait point Rome. Si la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie éprouvent actuellement les cruelles conséquences du malheur qui les fit adhérer à l'axe, ce n'est pas moi qui recommanderai que l'Europe leur ferme ses bras dès lors qu'elles pourront lui demander de les ouvrir. »

« La troisième condition est l'accord réel et sincère de l'Angleterre et de la France. »

9 juillet 1947 (allocution prononcée devant les membres de l'Association de la presse européenne confédérée de Paris).

« Le sort de l'Allemagne doit être réglé de telle sorte que le peuple allemand puisse faire partie du groupement occidental. Ce peuple en qui nous reconnaissons une partie intégrante de l'Europe. Mais nous savons aussi qu'il ne saurait y avoir d'union pour la vieille Europe si l'Allemagne s'y présentait encore comme une menace possible. Tout règlement du problème allemand qui aboutirait directement ou indirectement à reconstituer le Reich serait donc un règlement nouveau. Y souscrire serait, pour nous, impardonnable. Au contraire, les États allemands, ayant chacun son caractère, ses institutions, (...) trouveraient naturellement leur place dans le groupement des autres États européens. Il en serait de même de l'Autriche. »

7 mars 1948 (discours prononcé à Compiègne).

« L'Europe est coupée en deux, puis, hélas ! Moscou, Varsovie, Budapest, Bucarest, Sofia, Belgrade, Prague ont été plongés dans cette nuit. A nous de faire en sorte que les Allemands entrent en jour dans l'Europe pour y faire une vie normale, non point sous forme d'un Reich en puissance ou en devenir, mais bien comme des États souverains et fédérés. »

17 avril 1948 (discours prononcé à Marseille).

### L'INSULANTE BRITANNIQUE POSE PROBLÈME

« Je crois qu'il faut défendre l'Europe en Europe et je crois que, en vertu de la géographie, de l'histoire, aussi de la psychologie, ce n'est pas à Londres qu'on peut défendre l'Europe. »

Puisque de nombreuses personnalités politiques, appartenant à des courants divergents ou opposés, se viennent maintenant à invoquer une conception gaullienne de l'Europe, on a affirmé que leurs visions ne sauraient en rien contraindre celles du général. Il n'est pas surprenant de revoir de plus près quelle Europe voulait le général de Gaulle.

Sans prétendre reconstituer ici l'armature de la doctrine gaullienne en la matière, le général de Gaulle, maître assistant à l'université de Paris, professeur à l'Institut libre d'études des relations internationales, a procédé à une analyse systématique des discours et messages publiés depuis le 18 juin 1940 pour en dégager les passages qui paraissent les plus significatifs. Des cartes qui accompagnent ces citations illustrent leurs nuances spatiales et rendent les conceptions gaulliennes plus claires que ne le laissent entendre certains discours entendus au cours des dernières semaines.

Je ne veux pas dire par là que Londres ne doit pas y contribuer d'une manière essentielle, mais je dis qu'une défense centrée sur Londres n'est pas la défense de l'Europe. Cette défense doit se centrer sur la France.

« Je ne vous dis pas du tout que l'Angleterre soit une île séparée de l'Europe, je vous dis que l'Angleterre est une île, le "y" pour rien, elle non plus d'ailleurs. Et vous dit que l'Europe ce n'est pas une île, c'est un continent plus des îles, et, notamment d'abord, bien sûr, les îles Britanniques. Londres ? à la guerre et que les affaires tournent mal sur le continent, quelle est la réaction naturelle, instinctive, absolument humaine et nationale de l'Angleterre ? Forcément, c'est de considérer d'abord la défense des îles Britanniques. Mais cela ne suffit pas pour diriger la défense de l'Europe. »

1er octobre 1948 (conférence de presse tenue à la Maison de la résistance allée).

### PENINSULE IBERIQUE, COLONIES FRANÇAISES ET EUROPE CENTRALE DOIVENT PARTICIPER A CE GRAND PROJET

« Il est nécessaire que la France et ses territoires africains soient inclus dans l'aire de la sécurité commune. »

22 février 1949 (discours prononcé à Lille).

« Un groupement occidental prolongé par l'Europe qui, dans le Nord, le Rhin, la Méditerranée seraient comme les artères. »

« La Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne occidentale, normalement la péninsule ibérique, d'autres pays encore, tendent naturellement à une coopération économique et culturelle avec la France et l'Angleterre. Si ces facteurs historiques traditionnels étaient négligés, ce serait une source d'inquiétude en Europe. Au contraire, sa réalisation contribuerait à une organisation constructive de l'ensemble du continent et, pour cela, devrait être considérée par tous avec faveur. »

7 août 1949 (communiqué du R.F.F.).

« Alors, à toutes celles, à tous ceux qui voudraient s'inscrire sur la scène, la France, le Rhin, la Méditerranée, le Danube, le Tibre, le Niger, en bien en bord de la Méditerranée, de l'Atlantique, de l'Europe, de la mer du Nord, (...) il appartient de répondre solennellement et pour cela, marquerait-il une date importante dans l'histoire des relations humaines. La fin de la Chine 1979 se situe très au-delà des horizons de la nature ou des richesses artistiques traditionnelles. »

26 septembre 1948 (discours prononcé à Bordeaux).

Messieurs les Diplomates,  
profitez de vos privilèges  
en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_  
Date de l'arrivée en France \_\_\_\_\_

Découpez et retournez ce bon à Volvo France. Service TDS,  
112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602  
16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly tél 747.50.05

Modèles de 7 à 15 CV à partir de 25 000 F HT.



**VOLVO**  
La passion de la qualité.

### VIENDE DE PARAITRE

dans la collection des "GUIDES J.A." tout en couleurs

## LA CHINE AUJOURD'HUI

par Claude Sauvageot et Marie-Ange Donzé

A aucun moment de l'histoire, le regard souvent indécrot mais neuf et désinvolte d'un "touriste", ce livre vagabond curieux du monde, n'avait pu se poser sur la Chine et sur les Chinois. Aussi, le moment qui vit les portes du pays s'ouvrir, marque-t-il une date importante dans l'histoire des relations humaines. La fin de la Chine 1979 se situe très au-delà des horizons de la nature ou des richesses artistiques traditionnelles. Le tourisme en Chine est un tourisme différent. Il faut le savoir avant de partir.

**"LA CHINE AUJOURD'HUI"**  
sera pour tous un conseiller  
et un ami averti

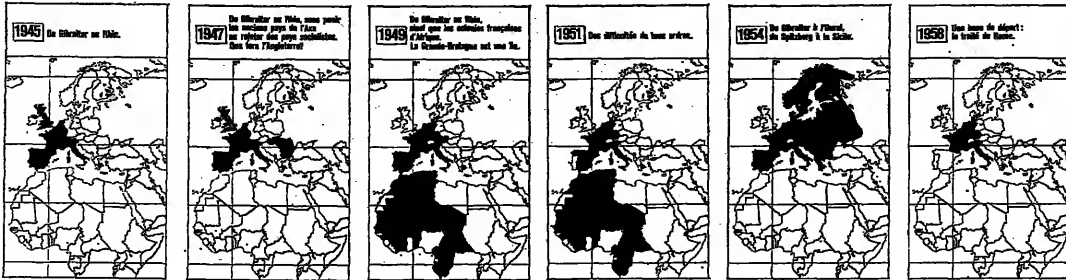
Un volume relié, format 13,5 x 28,5 cm  
256 pages - 80 photos couleurs - 10 cartes et plans

EN VENTE EN LIBRAIRIE  
Liste des 40 titres disponibles aux Éditions J.A.  
3, rue Roquépine - 75008 Paris

éditions j.a.

كتاب من الأصل

continent



# LES AMBITIONS ÉVENTUELLES DE L'ALLEMAGNE SERONT CONTINUES

● L'Allemagne doit contribuer à la défense européenne. Quant aux moyens qu'elle peut y mettre, c'est à elle de les apprécier d'abord. Un accord avec les autres, le rôle qu'elle doit jouer dans la défense commune devant être réglé ultérieurement.

● L'Espagne doit faire partie du système atlantique. Elle en fait partie historiquement. Il est indispensable qu'elle en fasse partie stratégiquement. L'en exclure, ou prétendre l'en exclure, n'a toujours paru ridicule. Cela n'a d'ailleurs rien à voir avec le régime que l'Espagne a pour le moment et sur lequel on peut avoir l'illusion que l'on veut.

22 juin 1951 (conférence de presse tenue au Palais d'Orsay).

● Face à la menace soviétique, pour que l'Europe puisse se défendre, il faut qu'elle soit unie dans une confédération et que l'Allemagne en fasse partie. L'Allemagne dans une Europe confédérée à la condition qu'elle y trouve des liens et des obligations qui l'empêchent de tourner mal. J'ai voulu de faire en sorte que l'Allemagne ne devienne pas un Reich, de manière qu'elle ne soit pas portée aux ambitions de domination qui, naguère, entraînaient le Reich allemand.

4 novembre 1951 (allocution prononcée à Saint-Mandé).

# L'ÉQUILIBRE N'EXISTERA QU'AVEC UNE FRANCE FORTE

● La France ne saurait entrer dans une confédération européenne sans son prolongement qui est l'Union française.

D'ailleurs l'Europe, réduite à la France, à l'Allemagne, à l'Italie et au Benelux serait-elle viable sans un prolongement mondial qui est, pour l'ensemble, l'Union française? En outre, il n'y a pas d'équilibre imaginable dans la confédération européenne si, aux côtés de l'Allemagne, il n'y a pas une France européenne qui permette de faire l'équilibre. Il est évident que l'Europe d'aujourd'hui n'est viable que si la France et l'Union française sont unies.

21 décembre 1951 (conférence de presse tenue au Palais d'Orsay).

# DES DIFFICULTÉS DE TOUTES ORDRES DOIVENT ÊTRE SURMONTÉES

● M. Churchill m'a dit : « Quand je serai obligé de choisir entre vous et Roosevelt, sachez-le, je choisirai toujours Roosevelt. Quand je serai obligé de choisir entre l'Europe et le grand large, sachez-le, je choisirai le grand large. Il n'y a pas de doute que les États américains, la Belgique, la Hollande regardent d'abord vers la mer puisque c'est de la mer qu'ils vivent. Il y a la position exceptionnelle de l'Espagne, du Portugal, de la Turquie, de la Grèce, la neutralité de la Suisse, la situation hybride de la Yougoslavie. »

— Que la Confédération européenne l'Allemagne par des liens et par des institutions tels qu'il n'y ait pas de risque, autant que les choses humaines peuvent le prévoir, d'agression de sa part. Mais cela implique une entente entre la France et l'Allemagne, car cette entente sera la base de la confédération européenne. Si cette confédération n'aurait pas de base, autrement dit, elle n'existerait pas. Ces conditions n'ont pas été remplies jusqu'à présent. Le

dialogue franco-allemand n'a jamais été engagé.

21 décembre 1951 (idem).

# AMÉRICAINS ET ALLEMANDS SONT COMPLICES EN MATIÈRE DE DÉFENSE

● Riant devant la menace russe, on s'aperçoit que, pour défendre l'Europe, il faudrait utiliser aussi les capacités de la défense allemande. Seulement, comme on n'a rien fait de ce qu'il faut pour l'Allemagne au reste de son continent, (...) comme on redoute de la voir de nouveau prétendre un jour à l'hégémonie militaire, comme on lui a accordé l'apaisement des droits parce que les alliés l'ont voulu, sans la laisser une minute aller seule, comme on a livré à nos alliés tous les atouts que nous pouvions avoir dans le jeu atlantique, à savoir : les commandements, les bases.

— Les inventeurs-gouvernements avaient crié solennellement : « Jamais l'Allemagne n'aura de divisions, d'état-major, de ministère de la Défense. » Et voici, maintenant, qu'on accorde officiellement, à la conférence de Rome, que l'Allemagne ait des divisions et que l'Allemagne ait un état-major. Je ne vois donc pas longtemps pour qu'on lui accorde aussi un ministère de la Défense, autrement dit, on refait l'armée allemande quelque, bien sûr, en changeant le contenu.

21 décembre 1951 (idem).

# QUE DEVIENT L'INDÉPENDANCE FRANÇAISE?

● Évidemment, le traité dit « de communauté européenne de défense » paraît fort intéressant aux États-Unis. Il comporte le renouveau de la France et son rôle d'état souverain, mais quel? Ce sont les gouvernements français qui l'ont conçu et proposé. L'essentiel pour l'Amérique, est que ce traité vise à mettre sur pied un bon nombre de divisions américaines et qu'elle, la puissance d'en faire lever, ensuite, beaucoup d'autres. Le traité prévoit, en outre, que le commandement de l'armée dite « intégrée » appartiendra obligatoirement au commandement américain, ce qui, soit dit en passant, est parfaitement acceptable.

— Je vois l'Europe comme elle est, étendue de Gibraltar à l'Orient, du Spitzberg à la Sicile et non pas limitée à un groupe franco-allemand.

7 avril 1954 (conférence de presse tenue à l'Élysée).

Dans le système appelé l'OTAN, la France ne dispose pas des moyens d'agir par elle-même.

4 décembre 1954 (allocution prononcée à Paris).

# QUELLE EUROPE? AVEC L'ALLEMAGNE QUI, L'ANGLETERRE PEUT-ÊTRE, ET POURQUOI PAS LES PAYS DE L'EST?

● Les initiatives qui avaient précédemment déchiré l'Europe, en particulier l'opposition entre l'Allemagne et la France, ont achevément cessé.

— Les opinions nous disent : « L'Angleterre a tout et s'apprête à tout pour son Marché commun, tant qu'elle n'est pas, nous ne pouvons rien faire de politique. »

15 mai 1952 (conférence de presse tenue au Palais d'Orsay).

● La simple participation de l'Angleterre à la Communauté changerait considérablement la nature et son volume.

14 janvier 1952 (conférence de presse tenue à l'Élysée).

● Grande l'espérance qu'un jour, peut-être, le grand peuple anglais, s'étant détaché de ce qu'il appelle le début d'une autre communauté, viendra se joindre à nous, les conditions qui sont celles de l'insurrection.

15 avril 1952 (allocution télévisée).

● Nous envisageons le jour où, peut-être, à Vienne, à Prague, à Pankov, à Budapest, à Sofia, à Belgrade, à Tirana, à Moscou, le régime totalitaire communiste, qui persiste encore à contraindre des peuples entiers, en viendrait peut-être à une évolution conciliable avec notre propre transformation. Alors seraient ouvertes à l'Europe tout entière des perspectives à la mesure de ses ressources et de ses capacités.

21 décembre 1952 (allocution télévisée).

# L'EUROPE DES SIX : UNE MASE DE DÉPART

● Constituer un Marché commun européen, avec les pays qui sont voisins entre eux : la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, un jour probablement l'Angleterre, un jour aussi l'Espagne, peut-être d'autres.

— Ce n'est pas moi qui ai fait le traité de Rome. Si j'avais été aux affaires, (...) on l'aurait fait d'une manière assez différente.

— Au moment que je suis Français, je suis Européen.

— Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant : « L'Europe, l'Europe, l'Europe. » Mais cela n'aboutit à rien et ne signifie rien.

16 décembre 1955 (entretien avec Michel Droit).

● Nous pourrions reprendre l'organisation du Marché commun des Six à des conditions qui soient équitables et rationnelles et avec l'apport d'une telle base, d'autres initiatives s'y joindraient; développer davantage encore, avec les pays de l'Est, nos rapports économiques, scientifiques, techniques et politiques; établir avec la Chine des relations multiples; resserrer les liens d'amitié coopération que nous liions entre nos peuples et ceux d'Afrique, d'Orient, d'Amérique latine.

21 décembre 1955 (allocution télévisée).

# L'ANGLETERRE DOIT CHANGER

● En 1963, nous avons été amenés à mettre un terme aux négociations engagées à Bruxelles par l'Angleterre pour l'entrée dans l'Organisation, non point certes que nous désespérions de voir jamais le grand peuple anglais unir ses destins à celui du continent, mais le fait est qu'il n'était pas alors en mesure de dépasser les idées communes et qu'il venait, à Nassau, d'attacher une alliance extérieure une Europe qui en serait une. Or, en se prolongeant, ces négociations empêchent bel et bien les Six de bâtir leur Communauté.

28 octobre 1966 (conférence de presse tenue à l'Élysée).

# BIEN DE COHÉRENT SANS L'EUROPE DE L'EST

● Rien ne sera fait de valable ni de solide pour l'Europe sans que les peuples de l'Ouest et de l'Est ne soient pas accordés.

— Nous n'ignorons que nous sommes en train de recueillir profondément nos rapports avec la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Hongrie. Entre tous ces peuples et le nôtre, la guerre froide apparaît comme

déclencheur, tandis que s'organise une grande-santé et amicale coopération.

28 octobre 1966 (idem).

# L'ANGLETERRE N'EST PAS PRÊTE

● Bref, le Marché commun constitue une sorte de prodige. Y introduire maintenant des éléments nouveaux, (...) ce serait évidemment, remettre en cause l'ensemble et les détails.

— D'ailleurs, les Six forment, par leur territoire, un ensemble géographique et stratégique cohérent.

— L'Angleterre, qui n'est pas continentale, qui reste par le Commonwealth et par sa propre insularité rompue aux solitudes des mers, qui est liée aux États-Unis par toutes sortes d'accords spatiaux.

— Mais qu'elle entre dans la Communauté sans être réellement astreinte au système agricole des Six, ce système sclérotisé du coup, (...) ce qui enlève à la France une des principales raisons qu'elle peut avoir d'en faire partie.

— Comment encore ne pas voir que la situation propre à la livre sterling empêche le Marché commun de fonctionner à l'Angleterre.

16 mai 1967 (conférence de presse tenue à l'Élysée).

# NOUS AMÉRICAINS TANT QUELLE SE TRANSFORME

● Il faudrait attendre, pour changer ce qui est, qu'une certaine évolution intérieure et extérieure, dans le monde, que la Grande-Bretagne commence à montrer les signes, ait été, éventuellement, menée à son terme. C'est-à-dire que ce grand peuple ait lui-même accompli la transformation voulue pour que puisse être réalisée sa fonction aux Six continuent. Si, un jour, elle en venait à la fin de quoi pour la France sociale, nous serions contents.

— Certes, ce n'est pas à Paris qu'il faut ignorer l'évolution psychologique qui semble se dessiner chez nos amis d'outre-Manche. Mais dire que les liens britanniques puissent réellement s'amarrer au continent, c'est encore d'une très vaste et très brève mutation qu'il s'agit. Tout dépend non pas du tout d'une négociation qui serait pour les Six une marche à l'avalanche, soulevant le glas de leur Communauté, mais bien de la volonté et de l'action du grand peuple anglais, qui ferait de lui un des piliers de l'Europe européenne.

27 novembre 1967 (conférence de presse tenue à l'Élysée).

# LE DANGER AMÉRICAIN

● Depuis 1958, nous Français, d'avons pas cessé de travailler à rendre un terme au régime des deux blocs. C'est ainsi que tout en poursuivant d'âpres relations avec les pays de l'Ouest européen et en allant jusqu'à changer, à l'égard de l'Allemagne, notre ancienne attitude de cordiale coopération, nous sommes progressivement détachés de l'organisation militaire de l'OTAN qui subordonne les Européens aux Américains. C'est ainsi que, tout en participant au Marché commun, nous nous sommes joints pour les Six au système dit « supranational » qui neutralise la France dans un ensemble apaisé et neutralise d'autre politique que celle du protecteur d'outre-Océan.

— C'est dans une volonté de ne pas risquer une absorption allemande qu'il nous paraît regrettable nous avons, jusqu'à présent, différé l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'actuelle Communauté.

9 septembre 1966 (conférence de presse tenue à l'Élysée).

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

25, PAUL ST-HONORÉ - 25, AV. VICTOR-HUGO  
27, RUE NASSAU - PALAIS DES CONGRÈS 7<sup>ème</sup> MAILLOTT  
PARIS

**CLINIQUE LA LIGNIERE**  
1196 Gland près Nyon (Suisse)  
Téléphone : (022) 64.10.61

Établissement médical, diététique et physiothérapique, au bord du lac, dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes.

LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement des maladies internes (du tube digestif, foie, vésicule biliaire, maladie de la nutrition, diabète, anémie, arthrites chroniques, maladies de l'appareil cardio-vasculaire : insuffisance cardiaque, artériosclérose, néphrites).

Programme de rééducation cardio-vasculaire après infarctus myocardique ou opérations cardiaques.

Durée : 28 jours.

(Remboursé par les caisses maladie.)

Radiologie - Laboratoire

Cinq médecins - Deux diététiciennes

DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS A LA DIRECTION

**Etudes en SUISSE**

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D)  
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.

**école lemania lausanne**

2, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Télex 26000

LA CHINE AUJOURD'HUI

AUJOURD'HUI

ous les conseils

ami averti

ions la





**L**A tournée que le président de la Colombie, M. Julio Cesar Turbay Ayala, va entreprendre en Europe occidentale et notamment en France (où il séjournera du 12 au 15 juin, avant de

**REPERE**  
LE MENSI  
DU CERES



répression contre le parti de gauche de  
José María Medinilla, le 22-23  
22-23 sept. 1976. « Le président Sadate  
refuse ses propositions de droit d'asile  
pour le colonel Moubarak ».

(9) M. Nawaoui Sami, ministre de  
l'Intérieur, a déclaré que la loi sur  
la propagande électorale et il est notam-  
ment interdit de s'opposer aux principes  
des relations amicales entre l'Égypte et  
13 mai 1977. « La combatte le système  
démocratique socialiste ».

(10) Le parti socialiste et l'unité  
nationale : de propagandiser des opinions tou-  
jours plus extrêmes et de faire des dé-  
clarations. La diffusion de caractères per-  
sonnels est interdite. Le candidat à la prési-  
dence doit être âgé de 40 ans et avoir  
500 livres (pouvoir d'achat de 10 000  
francs) et être marié. Les candidats  
doivent avoir des opinions politiques  
extrêmes doivent se tenir à l'écart des  
bâtiments et sous les tentes dressées à  
l'occasion des manifestations électorales  
sont interdites.

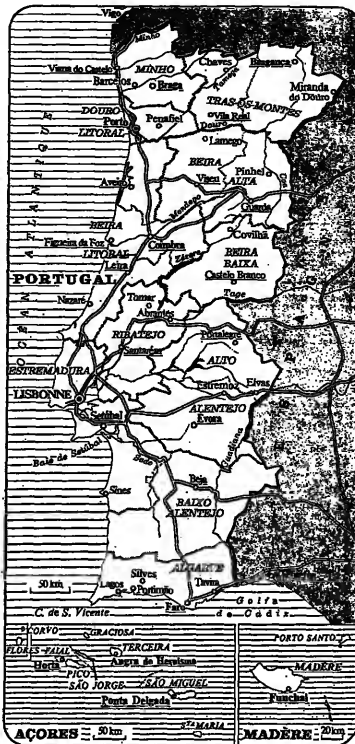




Dans un premier temps, parant naturellement au plus pressé, les militaires d'avril 1874 ont attaqué le dossier « décolonisation » en

Paradoxalement, la candidature du Portugal en Marche comme successeur bien plus d'inépuisable et d'interrogations à l'intérieur même du petit Portugal que dans les rangs de l'Union européenne. Interactions et craintes des industriels mal accoutumés aux risques d'une concurrence réelle, des petites et moyennes entreprises, très nombreuses, qui ne peuvent pas supporter la concurrence internationale, des syndicats redoutant une extension d'un chômage déjà préoccupant, inquiétudes qui se reflètent dans les formations politiques, les débats parlementaires, les discours optimistes de l'opinion. Craintes, enfin, chez les défenseurs d'une réforme agraire qui a commencé à bouleverser les structures sociales et économiques d'un pays qui a subi d'un air centra brésilien de toute la problématique portugaise alors que le pays est aux portes de l'Europe.

MARCEL NIEDERGANG



cière du pays. Rien n'est encore décidé pour Alqueva, où les sommes investies approchent les 50 millions de dollars. Mais plusieurs experts, consultés à ce sujet, considèrent que l'adoption d'un programme moins ambitieux de construction de petits barrages donnerait des résultats nettement plus positifs.

— Le secteur de la construction et de la réparation navales connaît aussi des difficultés ?

— C'est normal. La Lisnave est le plus grand chantier de réparation navale du monde. Avec l'autre chantier portugais de Setenave, situés à quelques dizaines de kilomètres de distance, ils représentent ensemble 15 % de la flotte mondiale des pétroliers. La crise est internationale : au cours des dernières années, la Lisnave n'a jamais manqué de travail. Et pourtant, les comptes d'exploitation du chantier ont présenté des résultats négatifs. Pourquoi ? Parce que la surcharge mondiale

» Dans le domaine de la construction navale, la crise est encore plus grave, la capacité mondiale installée dépassant de 300 % les besoins.

» Mais nous ne sommes pas pessimistes à cet égard. En effet, la marine marchande portugaise demande à être rééquipée d'urgence. D'autre part, les pays du Marché commun souhaitent réduire de 50 % leur capacité installée au

» L'industrie de la construction navale exige une main-d'œuvre relativement qualifiée mais pas très chère, ce qui n'est pas confor-

ne aux caractéristiques des régions qui sont économiquement plus développées, surtout celles du nord de l'Europe. Or, le Portugal est, à ce sujet, dans une situation privilégiée. Avec la dévaluation de l'escudo, le coût de la main-d'œuvre n'a augmenté que de 10 pour l'ensemble des cinq dernières années. D'autre part, et contrairement à ce qu'on pourrait penser, surtout en lisant la presse internationale, le climat social est loin d'être agité. Un exemple : à la financière, il n'y a eu que trois jours d'arrêt de travail depuis 1974.

(Lire la suite page 25.)

**Lire pages 23 à 28 :**

P. 23. — Une diplomatie inspirée par le chef de l'Etat (José Ribalta).

P. 24. — La pêche : un secteur essentiel et fragile (Morio Reim).

P. 25. — Suite de l'entretien  
avec M. Aloys Barreto.

P. 26. — Contraintes et nécessités de la réforme agricole

P. 27 et 28. — Les partis face

ou Marché commun.

nous déclare **M. ALVARO BARRETO**, ministre de l'industrie.

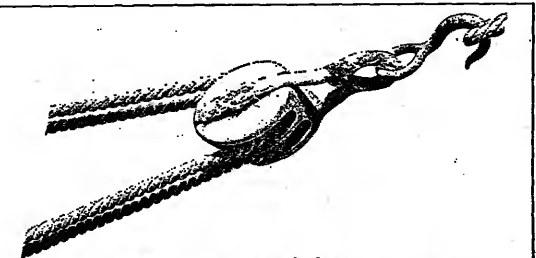
« Parmi les grands projets industriels portugais, celui du Sines est sans doute le plus polémique. Quels étaient les objectifs nationaux de ce projet ? Comment pourra-t-il évoluer ? »

Le projet de Sines était, en 1969, un vœu, au début, crié dans cette région un grand complexe industriel lié au pétrole. Sines, pensait-on à l'époque, avait toutes parts des richesses pétrolières, une sorte de géant économique entreprenant l'Europe à travers les régions les éloignées comme la Proche-Orient et le Pacifique. On avait imaginé une raffinerie avec une production de 10 millions de tonnes par an, un complexe pétrochimique avec une production de 300 000 tonnes d'éthylène, une entreprise de polymère d'éthylène avec participation de capitaux étrangers, une usine de produits chimiques de France, et une usine destinée à la construction de navires. Un effort considérable avait été fait pour créer des infrastructures adéquates. Et, bien sûr, il y a le port de grande di-

menton. Au total, les investissements déjà réalisés représentent environ 2 milliards de dollars.

» La crise du pétrole et les hausses des prix de toutes les matières premières, surtout depuis les mois d'octobre 1974, ont créé de grands obstacles à la concrétisation du projet. Mais Sines existe. C'est un fait. Il faut donc essayer d'en tirer le maximum de profits.

— Un autre grand enjeu entrepris sous l'ancien régime soviétique, par ailleurs, des réserves stratégiques de céréales, de viande, de poisson, de produits de la pêche, du bétail, des troupeaux de construction (bois, charbon, etc.) ont été créés, et les stocks sont énormes. Certains constituent une dette certaine, étant que les 150 000 hectares de terres en réserve, qui ont été créées, ont été destinés à la modernisation des structures agricoles de la région.



**NOUS SOMMES LE LIEN PRIVILÉGIÉ AVEC LE PORTUGAL  
ET LES PAYS AFRICAINS DE LANGUE PORTUGAISE**

***Si vos intérêts vous conduisent vers ce pays, consultez-nous !***

banque franco-portugaise

(18 agences) 8, rue de Helder - B.P. 240-09 - 75428 Paris Cedex 09.  
Tél. : LUBANK 640568 - Télécopie : 523-30-40

# OBRIGADO

**C'est la façon pour les Portugais de dire "merci".**

**Ce mot à la Banco Português do Atlântico, exprime notre souci d'être à votre service.**

**Chaque fois que vous pensez affaires  
avec le Portugal, consultez la**

# BPA

**BANCO PORTUGUÊS  
DO ATLÂNTICO**

Une institution bancaire dont l'objectif est de développer les relations économiques entre le Portugal et la France

PARIS: 5/7, rue Auber  
Téléphone: 742-73-17 - Téléc: 220456  
CRETEIL: 53, rue du Général-Leclerc  
Téléphone: 899-21-74  
SAINT-DENIS: 41, rue Gabriel-Péri  
Téléphone: 820-09-39  
VILLIERS-SUR-MARNE: 55, av. du Général-de-Gaulle  
Téléphone: 304-37-34

(PUBLICITE)

# LE PORTUGAL dans le Marché commun

## Les relations avec les Communautés européennes

« L'option européenne que nous avons faite repose sur des raisons d'ordre politique, économique, commercial et financier. Mais elle découle également de notre humanisme en traduisant par l'adhésion aux idées qui inspirent le traité de Rome, et qui sont inspirées de la présence de plus d'un million de Portugais dans les Etats membres de la C.E.E. Le peuple portugais est fermement résolu à participer à la construction d'une Europe forte et démocratique, fidèle à ses vocations universelles et aux valeurs du dialogue et de la solidarité internationale, et dévoué à apporter sa contribution au développement de la paix et de la justice entre les peuples. »

RAMALHO EANEZ,  
président de la République portugaise.  
(Déclaration prononcée à l'occasion de sa visite au Parlement européen.)

1. Les relations entre le Portugal et les Communautés européennes se basent actuellement sur les accords passés, le 22 juillet 1972, entre le Portugal et la C.E.E., la CEEA et leurs Etats membres respectifs.

Ces accords sont essentiellement de nature commerciale et tendent vers la création, à terme, d'une zone de libre-échange, pour les produits industriels, entre le Portugal et les Communautés.

La signature, le 20 septembre 1974, d'un protocole additionnel à l'accord de 1972, a permis d'introduire des améliorations aux préférences tarifaires accordées aux exportations portugaises sur le marché de la C.E.E. et d'étendre l'action de cet accord à la coopération industrielle et technique et au domaine social, par l'octroi, dans ce dernier cas, aux travailleurs portugais travaillant dans les pays de la Communauté d'un régime concerné par l'absence de toute discrimination fondée sur la nationalité en ce qui concerne soit les conditions de travail et de rémunération, soit les prestations de la sécurité sociale.

Par un protocole financier, signé à la même date, la Communauté s'est engagée à mettre à la disposition du Portugal, pour une période de cinq ans, 200 millions d'unités de compte destinées à financer des projets d'investissements. Ce crédit faisait suite à l'aide financière d'urgence accordée par la C.E.E. au Portugal en 1975 et qui a atteint 150 millions d'unités de compte.

2. Les accords de 1972 ont déjà permis d'atteindre un niveau très appréciable de désarmement douanier dans le secteur des produits industriels. On peut affirmer que, en 1980, le Portugal aura éliminé presque totalement les droits douaniers des droits douaniers qui affectent environ 82 % de ses importations industrielles en provenance du Marché commun. En ce qui concerne les importations non encore totalement libérées, le Portugal a obtenu, pour l'année prochaine, à des droits réduits ou élevés, dans les plus importants affectés seulement 5 % de ses produits industriels en provenance des pays de la C.E.E.

3. Au début de l'année en cours, les autorités portugaises et communautaires ont engagé des conversations exploratoires, portant sur l'examen des résultats de l'application de l'accord de 1972 — conclu à un moment où la conjonction internationale et la situation interne portugaise étaient fort différentes de ce qu'elles sont actuellement — et visant à l'amélioration de certaines dispositions de cet accord, de manière à permettre un plus équilibré des relations commerciales entre le Portugal et les Communautés et le renforcement de l'aide accordée par ces dernières au développement industriel et agricole portugais.

4. Membre de l'Association européenne de libre-échange depuis la création de celle-ci en 1960, le Portugal est également parvenu à un stade avancé de désarmement douanier au sein de cette organisation, avec laquelle il a étudié et mis en œuvre des mesures parallèles à celles qui avaient été adoptées par la C.E.E. et visant également à garantir à l'économie portugaise une protection adéquate pour lui permettre de surmonter ses difficultés.

### DANS LA VOIE DE L'ADHESION

5. La chute du système politique en vigueur au Portugal jusqu'au 25 avril 1974 et l'institutionnalisation de la démocratie portugaise qui en est résultée ont éliminé les obstacles de nature politique qui s'opposaient, dans le passé, à l'approfondissement du processus d'intégration du Portugal dans l'Europe communautaire.

6. C'est pourquoi, le 28 mars 1977, et à la suite d'une visite de son premier ministre aux capitales européennes, le gouvernement portugais a présenté formellement aux Communautés la demande d'adhésion du Portugal à la C.E.E., à la CEEA et à la C.E.A., comme membre de plein droit.

Dans son avis sur la demande portugaise, la Commission européenne s'est prononcée en faveur de l'adhésion et a souligné que, la démocratisation du Portugal étant désormais un fait accompli, la marginalisation de ce pays par rapport au processus d'intégration européenne entraînerait des implications politiques graves pour le pays candidat et trait à l'encontre du renforcement de l'idéal européen. La Commission reconnaît également que les effets économiques de l'adhésion du Portugal seraient limités, à l'échelle des Communautés, en vertu du poids relatif de son économie, et devraient se traduire essentiellement par une concentration sensible de l'hétérogénéité des Communautés, du fait de l'existence d'importantes inégalités de développement.

La Commission a donc estimé nécessaire de pallier certaines carences de l'économie portugaise. A cette fin, la Communauté devra s'engager à appuyer les efforts de reconstruction économique entre-

pris par le Portugal, en finançant, notamment, le processus de développement correspondant et en établissant d'appliquer certaines mesures de restriction aux importations et plus spécialement celles qui touchent des produits considérés d'importance majeure pour la relance de l'économie portugaise et pour le réajustement de sa balance des paiements.

7. Le conseil des ministres de la C.E.E. s'étant également prononcé, le 6 juin 1978, en faveur de l'adhésion du Portugal au sein des Communautés, l'ouverture solennelle des négociations en vue de l'adhésion a pu être célébrée à Luxembourg le 17 octobre suivant.

Des réunions postérieures, qui se sont tenues à niveau de suppléants des ministres, ont permis d'aborder les dossiers concernant l'union douanière et la libre circulation des marchandises dans le secteur industriel, les relations extérieures des Communautés et l'adhésion du Portugal aux traités qui ont institué la CEEA et l'Euratom.

### L'ADHESION, FACTEUR D'HARMONISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

8. Sur le plan politique, la pleine intégration du Portugal constitue un renforcement et une consolidation du système démocratique implanté dans ce pays après le 25 avril 1974. Mais elle permettra également aux pays membres, à travers les mécanismes prévus dans les traités, d'apporter une aide importante — financière notamment — à l'indispensable effort de reconstruction de l'appareil productif portugais, contribuant ainsi à la progressive reconstruction économique et financière du pays et, par conséquent, à l'atténuation des inégalités de développement signalées par la Commission européenne elle-même.

L'aspect communautaire des faits, d'ailleurs, commencer à être tenu au cours des négociations par le lancement d'actions communes « entre la C.E.E. et le Portugal dans divers domaines, octroyant véritablement à l'économie portugaise des conditions nouvelles qui résulteront du processus d'adhésion ».

9. L'adoption des structures économiques portugaises à la situation créée par l'intégration dans les Communautés ne devra toutefois pas être entendue dans le sens d'une subordination, ou d'un renoncement forcé aux objectifs qui orientent le développement économique portugais, ni dans le sens de la création de zones de conflits ou de tensions avec certains secteurs productifs communautaires.

Au contraire, le gouvernement portugais a l'intention d'harmoniser le modèle économique national, défini en fonction des intérêts sociaux et politiques du pays, avec les caractéristiques qui prévalent dans l'espace économique plus vaste dans lequel le Portugal va s'insérer.

En ce qui concerne concrètement le secteur industriel, où il n'existe pas une politique globale commune à l'ensemble de la C.E.E., le Portugal maintiendra les principes définis pour l'actuelle conjonction portugaise, basés fondamentalement sur le lancement de projets de travail intensifs, sans préjudice de la recherche, dans une perspective de division internationale du travail et d'équilibre des échanges commerciaux avec les Communautés, d'une articulation de l'application de ses principes avec les actions entreprises par la C.E.E. dans des secteurs déterminés et plus particulièrement dans les secteurs en crise.

Dans le secteur agricole, et indépendamment du processus d'adhésion, un grand effort de reconstruction s'impose et sera développé par le gouvernement portugais afin d'augmenter l'auto-suffisance du pays en produits alimentaires et de réduire en conséquence les pressions exercées par ce type d'importations sur la balance commerciale portugaise. Dans la mesure du possible, cet effort sera orienté dans le sens de la recherche d'une complémentarité entre la production agricole portugaise et celle de la Communauté, dans tous les secteurs où cette complémentarité sera compatible avec les conditions naturelles et économiques du Portugal. L'aide financière communautaire, rendue possible par la force des mécanismes créés dans le cadre de la politique agricole commune, constituera certainement un facteur important dans ce domaine.

10. Le secteur de la main-d'œuvre mérite également de faire l'objet de quelques brèves considérations, en raison des crises qui se sont exprimées de vote l'adhésion portugaise susciter des situations de friction. Le fait que le Portugal soit un pays traditionnellement exportateur de main-d'œuvre a parfois conduit à considérer que son intégration pleine à la C.E.E. provoquerait une intensification de l'émigration portugaise à destination de l'Europe, avec les effets négatifs conséquents pour le Portugal aussi bien que pour les pays d'accueil.

Il convient toutefois de ne pas oublier que le flux massif de travailleurs portugais à destination des pays d'Europe, qui s'est produit avant le 25 avril 1974 et qui est cité en exemple de ces crises, obéissait à une conjonction politique et économique radicalement différente de celle que le Portugal connaît aujourd'hui et qui se caractérise, d'une part, par l'adhésion, dans le pays, de conditions sociales et politiques incitant à l'émigration et, d'autre part, par la large ouverture des pays d'accueil à la main-d'œuvre étrangère.

Les circonstances actuelles permettent de penser que l'adhésion du Portugal aux Communautés, en élargissant au territoire portugais la libre circulation des capitaux, des marchandises et des services et le libre droit d'établissement, donnera au courant de travailleurs portugais, bien connus pour leurs qualités professionnelles et morales, l'occasion d'apporter leur contribution au développement économique de l'Europe, sans courir le risque de créer d'éventuelles conditions de rupture sur les marchés nationaux de l'emploi. Le libre circulation des facteurs de production permettra, en effet, la substitution partielle de l'émigration de la main-d'œuvre portugaise par l'insti-

lation directe, au Portugal, d'unités industrielles des pays de la Communauté. Ces dernières contribueront à la fois à l'absorption des effectifs accidentels sur le marché des certifications sociales toujours liées au phénomène migratoire, et à une meilleure répartition géographique des pôles de développement de l'industrie communautaire. On ne saurait nier les avantages que de telles perspectives offrent aux pays qui constituent actuellement la Communauté aussi bien qu'à l'économie portugaise, qui pourrait ainsi bénéficier d'un facteur supplémentaire de dynamisme et d'appui technologique.

SECRETARIADO PARA A INTEGRAÇÃO EUROPEIA  
DIRECÇÃO-GERAL DA INFORMAÇÃO.

### INDICATEURS GEOGRAPHIQUES ET DEMOGRAPHIQUES

- superficie (en km<sup>2</sup>) : 81 632.
- densité : 28 hab./km<sup>2</sup>.
- Régions autonomes des Açores et de Madère : 2 135.
- Population (en milliers) : 9 775 (en 1977).
- Capitale : LISBOA.
- Régions économiques des Açores et de Madère : 577.
- Population active (en milliers) : 3 723 (en 1978).
- Dans l'agriculture (%) : 21,2.
- Dans l'industrie (%) : 25,3.
- Dans le bâtiment (%) : 8,5.
- Dans le commerce et le tourisme (%) : 11,1.
- Dans le reste du secteur tertiaire (%) : 22,2.

### INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE (1977)

- Consommation d'énergie par habitant (en kWh) : 1 132.
- Nombre de téléphones par 1 000 habitants : 127.
- Nombre d'habitants par 1 000 habitants : 94.
- Nombre d'appareils de T.V. par 1 000 habitants : 125.
- Nombre de Taxis installés : 3 302.

### INDICATEURS SOCIO-CULTURELS (EN 1977)

- ENSEIGNEMENT.
- Nombre d'élèves inscrits par degré d'enseignement :
- Maternel : 20 000 (24 %).
- Primaire : 1 200 000 (64 %).
- Secondaire : 475 000 (24 %).
- Supérieur : 80 000 (15 %).
- Total : 1 785 000 (100 %).
- Nombre d'élèves/professeur (selon le degré d'enseignement) :
- Maternel : 21,4.
- Primaire : 12,8.
- Secondaire : 15,4.
- Supérieur : 11,9.
- SANTÉ.
- Pourcentage du budget de l'Etat affecté au secteur de la santé publique en 1977 : 15,4 %.
- Nombre total d'établissements hospitaliers : 3 116.
- Dont ceux disposant d'ambulances pour le traitement en interne : 495.
- Nombre de lits d'hôpitaux par 1 000 habitants : 5,2.
- Nombre d'habitants par médecin : 705.
- TUBERCULOSE.
- Capacité d'accueil :
- Nombre de lits : 25 518.
- Contingents : 25 518.
- Agers : 1 232.
- Madère : 18 232.
- Taux d'infirmité/lit (%) dans le secteur hospitalier :
- Continents : 68,2.
- Açores : 68,2.
- Madère : 68,2.

### INDICATEURS ECONOMIQUES

- COMPTES NATIONAUX (pour le semestre au 30/6).
- PIB A.D. (à prix courants et en millions de dollars) : 19 092.
- Origine du PIB A.D. par secteur d'activité (1977) :
- Agriculture, sylviculture et pêche : 13,7 %.
- Industries extractives et manufacturières : 33,4 %.
- Secteur tertiaire : 52,9 %.
- PIB A.D. par habitant (à prix courants et en dollars) : 1 785.
- Revenu disponible par habitant (en dollars) : 1 731.
- Contribution de la répartition du travail pour la formation du revenu national (%) : 86,4.
- Rapport entre l'investissement brut et le dépece latéraire :
- A prix constants de 1963 (%) : 16,9.
- A prix courants (%) : 20,8.
- BALANCE DES PAIEMENTS (solde en millions de dollars en 1978).
- Balance des transactions courantes : - 778.
- Balance commerciale : - 1 785.
- Invisibles courants : + 1 232.
- Balance des capitaux à moyen et long termes : 748.
- Balance de base (1. + 2.) : - 11.
- Opérations en capitaux à court terme, erreurs et omissions : 119.
- Balance des opérations courantes (1. + 2. + 3.) : 157.
- TOUTES LES PRICES A.D.
- Indice moyen (base 1970 = 100) pour le continent : 127,5 (1977) ; 127,5 (1978).
- 1978 : 127,5.

### COMMERCE EXTERIEUR (en 1977)

- Valeur totale (en millions de dollars) :
- Importations (c.a.b.) : 1 785.
- Exportations (c.a.b.) : 1 785.
- Distribution géographique (%) des importations :
- C.E.E. : 72,1.
- C.E.E. : 11,9.
- EFTA : 8,4.
- U.S.A. : 10,2.
- Pays d'économie planifiée : 0,4.
- Pays de l'Amérique zone de l'est : 3,5.
- Distribution géographique (%) des exportations :
- C.E.E. : 72,1.
- C.E.E. : 11,9.
- EFTA : 8,4.
- U.S.A. : 10,2.
- Pays d'économie planifiée : 0,4.
- Pays de l'Amérique zone de l'est : 3,5.

مكتبة الأصل





Supplément Portugal

## Une diplomatie inspirée par le chef de l'État

Par JOSE REBELO

Le Portugal a connu, depuis la révolution du 25 avril 1974, deux périodes bien distinctes en politique étrangère. Il s'agissait tout d'abord de rompre l'isolement dans lequel le régime salazariste avait plongé le pays. Profitant de ses contacts internationaux, M. Soares, ministre des affaires étrangères des trois premiers gouvernements provisoires, s'est acquitté de cette mission. Il fallait, parallèlement, réaliser un des objectifs du Programme du mouvement des forces armées : la décolonisation. La tâche a été partagée entre le secrétaire général du parti socialiste et le lieutenant-colonel Melo Antunes, ministre d'État sans portefeuille, du 14 juillet 1974 au 26 mars 1975.

La deuxième période est développée à la suite de la tentative du coup d'État militaire de droite, le 11 mars 1975. Le régime s'est radicalisé. Les voyages du premier ministre, le général Vasco Gonçalves, à Bruxelles, pour participer à la réunion « au sommet » de l'OTAN, et du président de la République, le général Costa Gomes, en France, se sont soldés par des échecs.

La victoire des militaires modérés, le 25 novembre 1975, a marqué le début de la troisième période de la diplomatie portugaise, celle du non-alignement, dont les objectifs ont été fixés par le lieutenant-colonel Melo Antunes, à l'époque ministre des

affaires étrangères. Le Portugal s'ouvrait à l'Europe sans s'y intégrer complètement. Refusant l'adhésion des deux super-puissances, il cherchait une solution dans le renforcement de ses liens avec les pays du bassin méditerranéen.

Les élections législatives d'avril 1976 ont amené au pouvoir le premier gouvernement constitutionnel dirigé par M. Soares. Le principe du non-alignement, qualifié par ses détracteurs de « ligne-médiane », a été remplacé par une politique presque exclusivement tournée vers l'Europe et vers les États-Unis sous l'œil bienveillant de l'Internationale socialiste. Cette nouvelle période, le pays s'efforce politiquement d'enrichir dans la C.E.E. Économiquement, il cherche des appuis auprès de l'Allemagne de l'Ouest et des États-Unis qui se concrétiseront, en mai 1978, par l'accord signé avec la Fonds monétaire international.

Progressivement, le centre de décision en matière de politique étrangère s'est déplacé du gouvernement vers la présidence de la République. Ce qui a provoqué, de la part de l'ensemble, une situation d'abandon d'hostilité puis de compréhension et, enfin, de sympathie. Il est vrai que, pendant ce temps, le gouvernement socialiste avait été en place à une coalition P.S.-C.D.S. Celle-ci avait été suivie, à partir de l'été 1978, de deux cabinets minis-

tériels composés des partis et bénéficiant exclusivement de la confiance présidentielle.

Aujourd'hui, les grandes lignes de la diplomatie portugaise sont déterminées au palais présidentiel de Belém.

Signe évident d'un présidentisme déguisé ? Telle est l'interprétation de certains partis politiques comme le P.S. qui, à titre d'exemple, invoque l'influence exercée par le général Rênes dans les nominations officiellement en cours au niveau du corps diplomatique. En mars dernier, M. Henrique Grandjean quittait la direction de la maison civile de la présidence de la République pour devenir ambassadeur de l'O.C.D.E. à Paris. Personnalité ayant la confiance du général Rênes, il aurait été chargé, dit-on, de certaines missions à caractère non officiel auprès du gouvernement français. Un mois après cette nomination, l'ambas-

sadeur du Portugal à Paris, César de Matos, a été destitué de ses fonctions. D'autre part, M. Hernani Lopes, directeur du parti social-démocrate (P.S.-D.) et l'un des « présidents-députés » par son rôle, est nommé ambassadeur à Bruxelles au moment précis où le Portugal s'apprête à signer des accords de coopération en vue de son adhésion au Marché commun. Un autre « présidentiste », celui-ci élu député du P.S., M. Viegas, s'apprête à laisser son poste d'ambassadeur à Madrid pour exercer des fonctions plus importantes.

Dans l'entourage du président de la République, on ne trouve intention de contrôler la représentation diplomatique du Portugal à l'étranger. La destination de M. Martins, par exemple, aurait été décidée, assure-t-on, bien avant le départ à Paris de M. Grandjean. Le chef de l'État portugais n'auroit pas approuvé le comportement, dans la capitale française, de l'ancien ambassadeur qui se serait servi de son ambassade pour y tenir des réunions du P.S. D'ailleurs, les mauvaises relations entre les deux personnalités ne seraient pas devenues, avant l'été, prétextes de quelques jours l'arrivée à Lisbonne de son président. Le dernier, du président César de Matos, M. Martins a été nommé à la présidence de la République. M. Soares souhaite participer activement à la prochaine conférence sur la coopération et la sécurité en Europe, qui doit avoir lieu à Madrid en octobre 1980. En attendant, il a déjà exposé ses points de vue à ce sujet, notamment lors de sa rencontre à Lisbonne avec le maréchal Tito, en octobre 1978, et pendant son voyage à Londres en mai dernier, dans trois pays de l'Europe de l'Est : la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie.

### Trois axes

Président la réunion du conseil de l'Atlantique Nord, qui s'est tenue à Londres en mai 1979, ou bien s'entretenant avec le chancelier Schmidt lors de son voyage officiel en République fédérale

### Dissiper les séquelles du colonialisme

LES Portugais estiment, d'autre part, que leur influence en Europe dépendra aussi des liens qu'ils pourront créer avec leurs anciennes colonies. Très attaché à l'Asie, où il a passé une partie de sa vie, le général Rênes aurait peut-être préféré un processus de décolonisation différent. Pragmatique, il accepte pourtant les choses telles qu'elles sont. Il sait que le temps de la domination militaire est révolu. Il sait que son pays n'a pas moyen d'imposer une politique néo-coloniale.

La prise en compte du Portugal en Afrique passe donc, selon lui, par un renforcement des contacts au sein des structures africaines encore sensibles aux valeurs de l'ancienne période coloniale. Le plus vite possible les séquelles du colonialisme : tel est l'un des préoccuper les chefs de l'État. En janvier 1978, le président de la Guinée-Bissau, M. Luís Cabral, visitait le Portugal. Cinq mois après, le général Rênes rencontrait à Bissau le

d'Allemagne, en décembre de la même année, le président de la République portugaise a clairement exprimé sa pensée sur le « mandat européen » : « Le pays que l'Europe plus développée devra payer pour l'intégration, non seulement militaire et politique, mais aussi économique et sociale des pays ayant moins de ressources, s'il n'est précédé, sera toujours inférieur aux dépenses qu'elle aurait à supporter en cas de déviation de la démocratie vers son flanc sud. » Cette même idée a été développée en un avertissement à Washington, pendant la réunion « au sommet » des pays membres de l'OTAN, où le général Rênes a énoncé quelques-uns des risques qui, d'après lui, menacent l'équilibre de l'Europe : « l'asphyxie économique » et « l'épuisement psychologique ».

Troché par une crise inévitables, réduits à de faibles dimensions modestes d'un pays de 93 000 kilomètres carrés, entouré d'un côté par la mer et de l'autre par la toute-puissante Espagne, le Portugal est-il en mesure de se faire écouter ? Oui, sur les plans moral et affirmé, on peut le penser. À la présidence de la République, où l'on s'emploie dévouement à souligner « le rôle identitaire du Portugal » aux accords d'Alcalá de Zúñiga. Le général Rênes souhaite participer activement à la prochaine conférence sur la coopération et la sécurité en Europe, qui doit avoir lieu à Madrid en octobre 1980. En attendant, il a déjà exposé ses points de vue à ce sujet, notamment lors de sa rencontre à Lisbonne avec le maréchal Tito, en octobre 1978, et pendant son voyage à Londres en mai dernier, dans trois pays de l'Europe de l'Est : la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie.

rait y être invité. Cette éventualité est néanmoins très probable en raison des difficultés entre le Portugal et le Mozambique.

Plusieurs missions ont déjà été envoyées à Maputo et le climat paraissait s'améliorer, jusqu'à ce que le départ, au mois d'avril dernier, d'une délégation portugaise, sous la direction du gouvernement portugais. Mais les résultats de ce voyage ont été nuls. La partie portugaise exigeait, pour entamer les négociations des garanties sur la protection des Portugais résidents au Mozambique. Au moment où cette condition était posée, le gouvernement de Maputo condamnait à mort et exécutait un citoyen de nationalité portugaise. D'autres décisions prises par les autorités du Mozambique provoquaient des réactions négatives à Lisbonne. C'est le cas, par exemple, de la mort d'un militaire par la police à l'égard de tout ce qui concerne le barrage de Cahora-Bassa. D'après les statuts de la société, les bénéfices obtenus par l'exploitation du barrage pendant les vingt prochaines années doivent servir au paiement des dettes contractées à l'étranger et dont le Portugal est juridiquement le responsable. L'administration de cette entreprise ont été retenues à la frontière du Mozambique.

Consécutif de la grande gentillesse des dirigeants africains à tout ce qui peut leur leur affirmation d'indépendance, les Portugais hésitent à jouer les médiateurs avec les pays occidentaux. La discrétion est donc la règle.

Invité à se rendre au siège des communistes européens, M. Cabral a fait, au cours de son voyage, escale à Lisbonne. Il s'est longuement entretenu avec le chef de l'État portugais qui, à son tour, avait reçu à dîner, quelques jours auparavant, M. Lorenzo Sotelo. Il est bien évident que les relations entre la Guinée-Bissau et la C.E.E. ont été au centre de ces réunions. La présidence de la République a fait observer, d'autre part, que l'attitude de l'État de l'Est de la Guinée-Bissau, a considérablement érodé après le voyage à Lisbonne de M. César de Matos, en juillet 1978. Simple conclusion.

Placé entre l'Europe et l'Afrique, le Portugal essaie également de créer « un nouveau concept de coopération », d'après le général Rênes, « doit vouloir l'homme que le terre ». Il a habité à cet esprit a marqué sa visite au Venezuela et au Brésil et au travail de coopération Portugal. Le contact avec les immigrants portugais en Europe sera aussi l'un des objectifs de son voyage officiel à Paris, en octobre prochain. Conservateur, fortement ancré dans l'histoire, le général Rênes refuse l'appel de donner de son pays une image de prestige qui puisse compenser, sur le plan international, la perte de ses anciens territoires africains.

## ET LA VISION CORRECTE DE VOTRE INVESTISSEMENT AU PORTUGAL

L'Institut de l'Investissement Étranger (Instituto do Investimento Estrangeiro) a été créé par le Gouvernement Portugais dans un seul but : aider les investisseurs étrangers au Portugal. Nous sommes la seule organisation capable de résoudre tous les problèmes concernant vos investissements.

Vous voulez augmenter le capital de votre entreprise ? Vous voulez investir ou faire fructifier votre investissement direct au Portugal ?

Vous voulez étudier un contrat spécial pour un investissement important et prioritaire qui vous ferait bénéficier d'avantages directs ou indirects ?

Entrez en contact avec l'IIIE, le seul interlocuteur des investisseurs étrangers au Portugal.

Adressez-vous à :

**IIIE** Instituto do Investimento Estrangeiro  
Département de Promotion et Relations Publiques

Av. da Liberdade, 258-4.  
1200 Lisboa  
Tel. 547 53 / 56 28 14

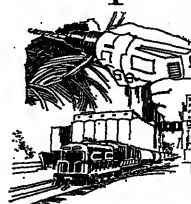
Instituto do Investimento Estrangeiro  
Av. da Liberdade, 258-4 - 1200 Lisboa Portugal  
Veuillez m'envoyer gratuitement le Code des investissements Étrangers au Portugal.

Nom :

Adresse :

Téléphone :

## COSEC une entreprise au service des entreprises



Plus les plans de travail sont étendus et importants, plus il faut prendre de précautions et plus grandes seront les garanties à fournir. Le COSEC — Companhia de Seguro de Créditos, s.p.a., met à votre disposition tous les services d'une entreprise publique qui, par le biais d'assurances vous permettra un meilleur engagement financier — votre crédit restera inchangé — il réalisera une économie substantielle par rapport à d'autres formes de garantie.



companhia de seguro de créditos, s.p.a.

Notre assurance-caution, notre assurance de crédit autonome ainsi que notre assurance de crédit d'exportation offrent un ensemble d'avantages qui vous permettent de travailler et d'investir dans de meilleures conditions. COSEC vous offre la garantie.

• Av. de República, 58 - Lisbonne 1 - Téléphone : 76.01, 31 et 76.70/76  
• Rua Gonçalves Sampaio, 228-2 - Porto - Téléphone : 66.62.59

## ÉCONOMIE

## La pêche : un secteur essentiel et fragile

Par MARIO RUIVO\*

L'ORSQU'ON pense « Portugal », l'idée d'un pays maritime vient le plus souvent à l'esprit. L'un de nos historiens les plus respectés a même soutenu que « la naissance de la nation portugaise a été étroitement associée à la pêche et à l'extension du sol ».

Certes, la pêche a toujours joué un rôle important dans l'économie et dans la façon de vivre du peuple portugais. Sa situation, à l'heure actuelle, est cependant bien différente, après un court essor associé au développement de la pêche lointaine (en particulier de la flotte norvégienne) dans l'après-guerre, et qui a eu son apogée dans les années 60. Le secteur a connu une décadence progressive. Il traverse en ce moment une phase critique et son avenir est incertain.

Ainsi, la part de la pêche dans le produit interne brut (PIB), qui était encore de l'ordre de 1 % en 1965, est tombée à environ 0,6 % en 1971 et ne représentait en 1975 qu'environ 0,4 %. De 1971 à 1975, le taux moyen de croissance du secteur a été négatif, de - 3,5 % environ.

Comment expliquer cette évolution dans un pays où tout ce qui concerne la pêche déclenche une réaction profondément émotionnelle ? Où le poisson et les produits de la mer représentent encore 40 % des provisions d'origine animale consommées ? Outre l'immobilisme qui a caractérisé le système économique du l'ancien régime, la crise de la pêche résulte soit de facteurs internes, soit de facteurs externes. Au sein,

le corporatisme a acquiescé à la forme peut-être la plus typique dans le domaine des pêches. Les structures institutionnelles (administration publique soumise au pouvoir économique des associations patronales très puissantes, des syndicats verticaux couvrant un véritable monopole qui, sous l'égide d'un des notables du régime, permettaient au groupe d'affaires qui lui était associé de supprimer les structures les plus rentables et de contrôler la pêche artisanale. Bref, de mettre l'ensemble du secteur de la pêche au service d'un groupe minoritaire et conservateur, au détriment des armateurs et des industries indépendantes.

Le blocage des salaires par des méthodes répressives et l'absence de véritables contrats de travail donnaient la garantie de bénéfices très importants. Tout le reste était superflu : l'amélioration technique des bateaux et des méthodes de capture du poisson ou la mécanisation de l'industrie des conserves. La présence des vieux bateaux de la pêche à la ligne à Terre-Neuve et au Groenland était présentée dans la propagande officielle sous une forme romantique. Et la capacité de

résistance des équipages comme faisant partie de « la qualité de la race ». Pour juger de la dureté de la vie à bord, il suffit de rappeler que les jeunes pouvaient échapper au service militaire et à la guerre coloniale en engageant à bord des navires.

L'isolement international du Portugal au moment même de la grande expansion de la pêche mondiale a rendu de plus en plus difficile la poursuite de ses pêcheries traditionnelles, surtout au large des côtes ouest-africaines. La production, qui était en 1965 de l'ordre de 230 000 tonnes, est tombée à 370 000 tonnes en 1975. Le niveau d'emploi a été réduit d'environ 30 % en moins de dix ans : quarante-deux mille pêcheurs étaient inscrits en 1965 et trente mille en 1975. D'autre part, la flotte n'a pas été modernisée. Dans la pêche lointaine, par exemple, prédominent les bateaux âgés de plus de vingt ans. En raison de sa politique, le pays n'a pu bénéficier d'aucune forme d'assistance technique dans le cadre des Nations unies. Il n'a participé qu'en tant qu'observateur aux négociations préliminaires en vue de la création d'un nouveau droit de la mer.

## Mesures de redressement

EVITER la décadence du secteur, tel était l'un des objectifs prioritaires du régime.

\* Ancien ministre des affaires étrangères, ancien secrétaire d'Etat aux pêches.

démocratique issu de la révolution d'avril 1974. Ainsi, les premiers gouvernements provisoires se sont-ils engagés à détruire l'organisation, oppositive et instable, et à donner à l'Etat un

instrument approprié à la formation et à la mise en œuvre d'une politique de redressement. Pour 1975 et 1976, n'avait pas encore été accordé au début de l'année 1977. La politique des prix contrôlés en ce qui concerne le poisson congelé et les produits dérivés, notamment le développement et la gestion des ressources aquatiques de la production jusqu'à la consommation, a mis fin à la prolifération d'entreprises existant, gouvernementales et corporatistes.

On a cherché à garantir le maintien de la production et de l'emploi. On a organisé un système d'appui aux entreprises dont un grand nombre étaient profondément endettées vis-à-vis de l'Etat et de la banque en raison de l'inefficacité de leur gestion et du protectionnisme auparavant en vigueur. Un certain nombre de ces entreprises sont devenues des moyens du secteur public de la pêche. En outre, on a encouragé le secteur privé et, pour la première fois, on a lancé un mouvement de formation de coopératives, surtout au niveau de la pêche artisanale : des coopératives ont été constituées en 1975. En 1977, leur nombre était déjà de sept.

Une attention spéciale a été accordée à l'industrie des conserves de poisson, confrontée à une grave crise, provoquant l'exportation de crédits aux entreprises et le licenciement de milliers de travailleurs. Outre l'absence de modernisation et le manque de compétitivité sur les marchés internationaux, cette industrie était victime des accords établis avec la France par le biais de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et la C.E.E., qui fixaient des plafonds à l'exportation. Enfin, on a lancé une série d'un système d'infrastructures appropriées, en particulier au Maroc, pour le Portugal sera un candidat de plus à la répartition des captures dans la zone communautaire devenue évidemment plus vaste. En tenant compte de la crise que traverse le secteur des pêches au Portugal, ainsi que des problèmes liés au développement économique et social du pays, on peut s'attendre à ce que le Portugal entre dans la catégorie des Etats membres auxquels la C.E.E. accorde une

## Supplément Portugal



revanche, on assiste à la libéralisation de l'importation du poisson congelé à des prix assez bas en raison de la haute productivité de certaines flottes étrangères, alors que la pêche côtière, où les captures sont limitées, ainsi que la pêche artisanale, sources fondamentales du poisson réfrigéré et traillé, font de bénéfices importants grâce à la spéculation et aux augmentations spectaculaires du prix du poisson dues à l'accroissement de la demande sur le marché.

En attendant, on assiste à la libéralisation de l'importation du poisson congelé à des prix assez bas en raison de la haute productivité de certaines flottes étrangères, alors que la pêche côtière, où les captures sont limitées, ainsi que la pêche artisanale, sources fondamentales du poisson réfrigéré et traillé, font de bénéfices importants grâce à la spéculation et aux augmentations spectaculaires du prix du poisson dues à l'accroissement de la demande sur le marché.

## L'attitude de la C.E.E.

L'INTEGRATION du secteur de la pêche dans le cadre de la réforme agraire, département où les problèmes de la réforme agraire avaient été un éliminés, a conduit, de l'avis de la Commission, à la fragmentation des services, à des conflits de compétences et à l'absence d'un centre de décisions, ce qui est particulièrement grave au moment où l'on négocie l'adhésion du Portugal à la C.E.E. ainsi que certains accords extrêmement importants par la part d'induits que la C.E.E. pour les pêches portugaises, comme celui qui vient d'être conclu avec l'Espagne.

A présent, et par décision unilatérale de la C.E.E., le Portugal n'a plus d'accès aux zones traditionnelles de la zone de pêche du Groenland, cela explique, peut-être, la part d'induits que la C.E.E. manifeste à l'égard de la zone économique exclusive (Z.E.E.) du Portugal. Pourtant, un accord d'ailleurs assez ambigu conclu avec la France permet aux pêcheurs français de venir pêcher dans les eaux côtières du Portugal, aussi bien que dans celles des Açores et de Madère.

Dans la perspective d'une adhésion au Marché commun, le Portugal sera un candidat de plus à la répartition des captures dans la zone communautaire devenue évidemment plus vaste. En tenant compte de la crise que traverse le secteur des pêches au Portugal, ainsi que des problèmes liés au développement économique et social du pays, on peut s'attendre à ce que le Portugal entre dans la catégorie des Etats membres auxquels la C.E.E. accorde une

attention prioritaire dans le cadre de la réforme agraire, département où les problèmes de la réforme agraire avaient été un éliminés, a conduit, de l'avis de la Commission, à la fragmentation des services, à des conflits de compétences et à l'absence d'un centre de décisions, ce qui est particulièrement grave au moment où l'on négocie l'adhésion du Portugal à la C.E.E. ainsi que certains accords extrêmement importants par la part d'induits que la C.E.E. pour les pêches portugaises, comme celui qui vient d'être conclu avec l'Espagne.

Certains experts estiment que le potentiel de la Z.E.E. portugaise, encore insuffisamment étudiée, est de l'ordre de 500 000 tonnes de poissons. Beaucoup de stocks présentent, pourtant, des signes très accusés de surpêche, ce qui implique l'adoption dans les plus brefs délais de mesures de conservation plus strictes.

Deux tiers, environ, de la capture totale portugaise proviennent de sa zone exclusive. Aussi le gouvernement portugais s'efforce-t-il d'améliorer les conditions de pêche dans cette zone. Un programme de construction de bateaux mieux adaptés aux caractéristiques de la Z.E.E. nationale est à son début. Les progrès enregistrés dans ce domaine permettront de réduire au minimum la dépendance de l'importation de produits de la pêche qui, dans les devises, crée une politique de redistribution de la pêche doit être stabilisée. Cette politique de développement harmonisé des secteurs public, privé et coopératif.

## Filiale du CRÉDIT LYONNAIS

présente depuis 80 ans au Portugal

SES SERVICES SPÉCIAUX "AFFAIRES INTERNATIONALES" VOUS ASSISTERONT DANS L'ÉTUDE DE VOS PROBLÈMES ET LA RÉALISATION DE VOS PROJETS

adressez-vous au

## CRÉDIT FRANCO-PORTUGAIS

PORTO  
Av. dos Aliados 66  
Tél. 02 257 05  
Telex 22302

LISBONNE  
Rua Augusta 61  
Tél. 365612 et 320875  
Telex 12567

Siege Social  
15, rue de Choiseul - PARIS - 2<sup>e</sup>ème  
Tél. 205 16 09  
Crédit Lyonnais

Le retour du Portugal au sein de la communauté internationale s'ouvre sur une perspective d'avenir qui permet d'espérer de nombreux progrès. Le Maroc et la Mauritanie, traditionnellement importants pour les pêcheurs portugais, la Norvège, le Canada, l'U.R.S.S. et l'Espagne, pour offrir une assistance technique capable de rattraper le retard technologique du pays. La France, qui a collaboré dans la formation du personnel scientifique, la G.D.B., pour offrir des services miniers.

Pourtant, la fragilité des nouvelles institutions, le manque de moyens humains et financiers, les obstacles et, même, les accents de subordination économique entretenus par les secteurs politiques les plus conservateurs, ont été un frein, entrainé la constitution des objectifs prévus, de même que les changements fréquents de l'orientation politique du pays, incompatibles avec l'extension de plans à moyen terme.

A partir de 1978 commencent à se manifester une tendance, qui va s'accroître par la suite, vers le renforcement d'une économie de marché. Le financement et l'appui aux entreprises nationales subit des retards. On met davan-

## portugal et pays de langue portugaise

Livres, drapeaux, monnaies, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, supports conférences, etc. - Importation exclusive.

Librairie-Quatre des pays de langue espagnole et portugaise (anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne).

16, rue des Beaux, 75005 PARIS - Tél. : 03-48-16.

(Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues).

OUVERT de 9 h 30 à 18 h 30, SANS INTERRUPTION, du mardi au samedi inclus.



Siege Social, PORTO - Rua 24 de Junho, 12 30  
Filial, LISBONNE - Praça do Município, 21  
44 Avenue de Portugal

BOULEVARD DE FRANCE  
75001 PARIS - 25, rue de Valenciennes

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

75001 PARIS - 11, rue de Valenciennes, 11 de Champ

فكرنا من الأصل

# Un entretien avec M. Alvaro Barreto

(Suite de la page 21)

« Le gouvernement portugais vient de rompre un accord avec la région de Douro pour la construction de voitures et de moteurs ou Portugal. Quelles en sont les caractéristiques ? »

« Le « projet Renault » représente un investissement de 100 millions de dollars, dont 65 % seront versés par la partie française. La production annuelle est estimée à deux cent vingt mille moteurs et à quatre-vingt mille voitures, incorporant respectivement 80 et 90 % de produits de l'industrie nationale. Il permettra de créer environ treize mille emplois. »

« Autour de ce projet, nous prétendons constituer un millier de petites et moyennes entreprises industrielles qui soient compétitives internationalement. »

« Les négociations avec la Région ont-elles commencé il y a ou au moins deux ans. Comment expliqués-vous le retard ? »

« Une opération d'une telle envergure exige du temps pour qu'elle soit bien mûrie. En outre, il y a eu des questions très complexes à résoudre liées essentiellement au schéma de financement et aux modalités de crédit. »

« Le contrat à signer avec Renault stipule que la moitié des voitures fabriquées au Portugal seront destinées au marché intérieur. Cela pourrait éventuellement contraindre les termes d'un accord établi avec la C.E.E. et dont nous avons demandé le prolongement jusqu'en 1983, selon lequel le Portugal est autorisé à fixer des contingents à l'exportation des voitures. »

« Ainsi, avons-nous été obligés de poser le problème à Bruxelles. Nous estimons qu'il convient de favoriser au niveau de la détermination des contingents les marges qui se proposent de faire de gros investissements dans le pays. »

« Le marché portugais est-il en mesure de résorber le nombre supplémentaire de voitures qui y seront lancées ? Il y aura-t-il une contraction avec les disponibilités prises par les derniers gouvernements pour limiter la consommation, en particulier dans le domaine de l'automobile, afin de diminuer le déficit de la balance des paiements ? »

« Nous ne le pensons pas. Nous allons baisser le montant des taxes, d'ailleurs très élevées, qui affectent le prix des voitures pour relancer les achats. D'après nos calculs et en comparant les deux situations — compression et expansion du marché — nous sommes arrivés à la conclusion que la seconde nous apportera un gain total de 1 600 millions de dollars d'ici à 1980. »

« Le gouvernement a-t-il des projets dans le domaine automobile ? »

« Les plans énergétiques du Portugal ne prévoient pas pour le moment l'utilisation de l'énergie atomique. Un Livre blanc sur cette matière sera très prochainement discuté au Parlement. De toute façon, aucune décision ne sera prise avant 1985. »

« Les industries portugaises sont-elles préparées à entrer dans l'Europe ? »

« Cela dépendra. Le nombre d'industriels qui, dans les an-

« Observe-t-on encore des réticences à l'égard de ce type de période révolutionnaire que le Portugal a connue en 1974 et en 1975 ? »

« Certainement. Beaucoup d'investisseurs, aussi bien portugais qu'étrangers, restent en retrait quant à l'avenir du pays. Ils s'inquiètent de l'instabilité gouvernementale, même si cette instabilité ne se traduit pas forcément par des changements d'orientation politique. Au cours des trois dernières années, le Portugal a eu quatre gouvernements. Deux, quatre ministères de l'Industrie. Pourtant, rien n'a changé en ce qui concerne l'orientation de ce ministère. Tous nos prédécesseurs sont d'accord sur le plan idéologique national, sur le « projet Renault », sur la manière dont nous essayons de rentabiliser le mieux possible la complexe industrie de Sintra. »

« Que reste-t-il des entreprises en suspension et de celles qui, en 1975, avaient été placées sous l'interdiction de l'Etat ? »

« Un Institut qui fonctionne auprès du premier ministre procède en ce moment à un relevé de toutes les entreprises en suspension qui n'ont pas été restituées à leurs anciens propriétaires. Il s'agit presque généralement de toutes petites entreprises condamnées à faire faillite. »

« Quant aux autres, le problème est presque réglé. Des deux cents entreprises qui, en 1975, avaient été placées sous la dépendance du régime, environ 80 % ont maintenant une solution. Celle-ci sera mise avant la fin de l'année. La formule adoptée dans l'évaluation de la situation est la restitution aux anciens propriétaires, qui bénéficient d'un contrat avec l'Etat leur permettant d'accéder au crédit à des taux d'intérêt réduits. »

« Comment la situation actuelle avec celle qui existait avant 1974, quelles sont les différences les plus significatives ? »

« Le démantèlement des grands groupes industriels et financiers dans les nationalisations. Autrement dit, des concentrations des propriétés dépossédées attendent toujours les investisseurs auxquels ils ont droit. »

## ÉCONOMIE

Il faut noter que le secteur public n'a pas des dimensions qui, souvent, lui sont attribuées. Il ne représente que 11 % de la valeur ajoutée, 40 % de la formation brute de capital fixe et 11 % de la main-d'œuvre employée. À son avis, les nationalisations de certaines activités économiques, comme les chemins de fer et les banques, ne sont pas suffisantes. En outre, je ne suis pas d'accord pour qu'on interdise l'entrée des capitaux privés dans les secteurs nationalisés. L'Etat doit pouvoir contrôler, certes, les secteurs-clés de l'économie nationale. Mais la

contrepartie est une chose et le monopole en est une autre. D'ailleurs, puisqu'on admet le principe de la concurrence entre, par exemple, les banques portugaises et les banques étrangères, pourquoi ne pas l'admettre en ce qui concerne uniquement les banques portugaises ? L'existence de banques privées serait un facteur hautement positif pour la relance du marché financier. »

« Tout ou tard, il faudra qu'on s'en occupe. »

Propos recueillis par JOSE REBELO.

# POUSADAS

Vous ne pouvez pas dire que vous avez été à Lisbonne si vous n'avez pas parcouru les environs. Il « FAUT » avoir visité Sintra et le région des Trilho-Châteaux.

Et comme nous pensons d'abord à vous, nous vous offrons, sur le chemin de Sintra, un restaurant installé dans les anciennes cuisines du Palais de Queluz, dominant une merveilleuse vue en miniature des jardins de Versailles.

Vous ne pouvez résister aux plats portugais traditionnels, cuisinés à l'ancienne, ni aux fameuses pâtisseries, dont les recettes se transmettent de génération en génération.

Traversant le ruisseau et après avoir contempné, du haut du pont de Lisbonne, un panorama à vous couper le souffle, votre esprit vous conduira vers un authentique château, où, une fois de plus, vous dégusterez un repas parfait dans une atmosphère médiévale.

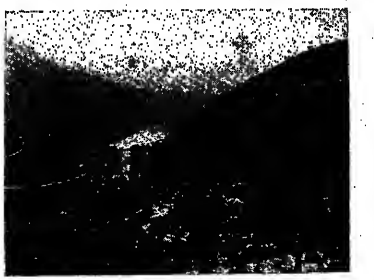
Que vous choisissiez San-Filipe, avec vue panoramique sur Setúbal et Tróia, ou le château de Palmela, ancien bastion des Templiers, tous les éléments d'un vrai festin sont réunis.

A Palmela, vous pourrez aussi faire « trampoline » dans la piscine pour digérer votre apéritif.

En ce n'est pas tout — nous vous offrons, réparties dans tout le pays, du haut des montagnes jusqu'aux rives de l'Alentejo, en passant par les vallées, plus de vingt Pousadas, modernes et anciennes, mais toujours situées dans un cadre magnifique.

Tout tous renseignements complémentaires, écrire à :

ENATUR — Empresa Nacional de Turismo, E.P.  
1700 — Lisboa — Portugal.  
Avenida Santa Joana Pinheiro, 10-A,  
Avenida Santa Joana Pinheiro, 10-A,  
1700 — Lisboa — Portugal.



Une vue de la région délimitée du Douro, productrice des vins de Porto.

C'est le vin généreux de la région du Douro, exporté, après vieillissement, par le port de Porto.

La culture de la vigne dans la région du Douro est très ancienne. Mais c'est pendant le dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle que l'exportation de Vin de Porto prend son essor, surtout vers la Grande-Bretagne.

L'accroissement de l'exportation s'accentue après la signature du traité de Methuen (1703).

Et on arrive à l'année 1754. La région du Douro se heurte à sa première grande crise, conséquence non seulement de l'abondance de la récolte, mais aussi de la baisse du cours du vin, en raison de fraudes et d'altérations. La désorganisation en est arrivée à un tel point que le gouvernement du marquis de Pombal, ministre du roi D. José I<sup>er</sup> du Portugal, intervient et crée, en la dotant de pouvoirs spéciaux, la Companhia Geral da Agricultura das Vinhas do Alto Douro.

Le but recherché était de maintenir le crédit des vins, au moyen d'une politique de qualité et d'authenticité. Pour arriver à ce résultat, on a procédé à la première délimitation de la région des vins généraux du Douro ; on a déterminé que ces vins devaient être déposés des autres ; on a réglementé les mesures à adopter pour éviter le coupage des vins, etc.

Aujourd'hui, c'est l'Instituto do Vinho do Porto, organisme officiel, qui, avec ses services techniques, de contrôle, etc., est chargé de défendre et de garantir le renom et l'authenticité du Porto. L'instituto émet des sceaux de garantie pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine et délivre des certificats d'origine et des certificats d'origine et qualité en vue de l'exportation.

La région délimitée du Douro ou simplement « Douro » — région productrice des Vins de Porto — s'étend non seulement le long du fleuve qui porte ce nom, à partir d'un point situé à cent kilomètres en amont de la ville de Porto, mais aussi dans les vallées encaissées de ses affluents, Corgo, Pinho, Tago et autres.

Vallées de schiste, vallées-fleurissantes ; coulée profonde, ramifiée, dominée par des massifs granitiques dont les crêtes dépassent les 1500 mètres, qui forment l'ossature du nord du Portugal.



Sceaux de garantie émis par l'Instituto do Vinho do Porto pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine, à Porto, Portugal.

Région de neiges très rares, aux gelées fréquentes en décembre et janvier, avec des bruyères de novembre à février. L'hiver y forme un violent contraste avec les ardeurs torrides de l'été. Géologiquement, la zone appartient aux schistes du cambrien et du précambrien. Ses caractères orographiques, géologiques et climatiques distinguent cette région de toutes les autres.

Au cours des siècles, à force d'acharnement et de volonté, les vignes du Douro ont aménagé ces monts, taillés ces pentes abruptes et très rocailleuses, confectionné des terrasses et des gradins où pousse la vigne.

Il faut d'abord creuser le sol à un mètre de profondeur. On commence par planter le cep porte-greffe ; l'année suivante on effectue le greffage.

Les vignes sont installées en rangées. Les ceps d'une rangée s'appuient sur ceux, plus rarement sur trois fils de fer fixés à des échelles plantées dans le schiste.

Avec quelle sorte de raisins fait-on le Vin de Porto ? C'est la qualité du sol, c'est le climat, qui font le « Porto ». Cependant, cela va de soi, un



Sceaux de garantie émis par l'Instituto do Vinho do Porto pour tous les Portos mis en bouteilles à l'origine, à Porto, Portugal.

# LE VIN DE PORTO

certain nombre de cépages, plus de 20 ou 30, doivent être choisis pour obtenir les meilleurs résultats. Cette multiplicité de variétés est une caractéristique de la viticulture du Douro.

Beaucoup de gens supposent que la préparation du Porto est une chose mystérieuse. En réalité, c'est la noblesse même des raisins, conséquence de la nature des cépages et des caractéristiques exceptionnelles de la région, qui donne naissance à ce produit d'une valeur si particulière.

Il faut un nombre respectable d'années pour transformer le vin du Douro en ce nectar dégusté sous le nom de « Porto ». C'est à l'appartenance des néo-cépages de Vila Nova de Gaia, à Porto.

Ajustons que le procédé typique et ancien de fudage aux pieds est progressivement remplacé par le fudage mécanique.

De plus en plus, les « lagares » sont remplacés par de grandes installations de vinification : sucoi de rentabilité et insouciance de la main-d'œuvre expliquent cette évolution.

Le Vin de Porto est un nom, une appellation d'origine. Il y a plusieurs sortes ou types de Portos. Au moment choisi pour le vinage, pendant la fermentation du moût, on obtient des Portos plus ou moins secs ou plus ou moins doux. Le Porto peut être produit à partir de raisins rouges ou blancs et son vieillissement s'accomplit en fûts ou en bouteilles.

La Porto vieillit en fût, est presque toujours, le produit d'un assemblage de différentes années. S'il est rouge et jeune, il a une couleur rouge foncé et, en vieillissant, il devient plus pâle, passant par le « rubis » et plus tard le « tawny ». Chaque type a son intérêt particulier. Au consommateur de choisir celui qu'il préfère selon son goût. S'il est blanc, c'est-à-dire blond doré, il est normalement sec, plus léger et excellent comme apéritif.

Parfois, quand une récolte est de très bonne qualité et que le vin présente des caractéristiques exceptionnelles, rouge foncé et corsé, d'un bouquet et d'un goût très fins, il est mis en bouteilles après deux années de fût et avant la troisième, et son vieillissement se fait alors dans la bouteille. C'est le « vintage », Porto d'une seule récolte, et toujours millésimé. Ce type de Porto doit être dégusté avec soin quelque temps avant de le servir : pour éviter de le troubler, et aussi pour qu'il puisse respirer après sa longue cœlure dans la bouteille.

Le Porto peut être dégusté tout au long du jour ou de la nuit, selon le goût du consommateur, le type de vin choisi et le mode. C'est une question de palais et d'habitude. Mais si, par souci de simplicité, on désire avoir un seul Porto pour toutes les occasions, un vieux « tawny » sera un choix judicieux.

N. SIECLE  
XPRIENCE  
BANCAIRE



## ÉCONOMIE

## Contraintes et nécessités de la réforme agraire dans l'Alentejo

Par le colonel PEZARAT CORREIA \*

**L**a révolution d'avril 1974 a trouvé un Portugal désœuvré, en particulier dans le secteur agricole.

Ce pluri-centisme a des origines géographiques, historiques et culturelles qui remontent à la formation de l'Etat et, même, aux communautés humaines qui l'ont précédé. La configuration géographique du pays a encouragé en effet, l'existence d'un esprit individualiste propre à la petite propriété dans les régions très sou-ventes du Nord et du Centre et d'un certain esprit d'association dans les grandes plaines du Sud. L'extrême ouest de la péninsule Ibérique a connu, d'autre part, les migrations des Barbares, celle des Romains et celle des Arabes, qui y ont laissé leurs traces : le latifundium rural dans le Sud et la petite propriété viticole dans le Nord.

La déséquilibre des structures agraires du Portugal, avec ses conséquences sociales et économiques désastreuses, a été un foyer de tension tout au long de l'histoire du pays. Plusieurs tentatives de correction ont été faites. Pourtant, elles ont inévitablement échoué face à la résis-

ance de la terre à l'alliance au pouvoir politique. Une loi adoptée en 1974 prévoyait que les propriétaires en culture de leurs terres en seraient dépossédés ; en 1964, les Cortes se battaient encore pour l'application de cette loi. Les lois agraires de 1976, véritablement révolutionnaires pour l'époque, ont été utilisées à leur profit par les couches les plus puissantes de la nouvelle bourgeoisie. En 1987, M. Oliveira Martins a déposé devant la Chambre des députés un projet de loi sur le développement rural qui n'a jamais été discuté. Le même sort a été réservé à un projet de réorganisation agricole présenté en

1984 par un ministre de l'Agriculture, M. Saaguel de Campos. Dès lors, le régime salazariste des projets de loi indigènes dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> plans de développement, décriés respectivement en 1963 et 1968, n'ont jamais eu d'application concrète en raison de l'opposition qu'ils ont suscitée auprès des grands propriétaires fonciers.

Point d'échec, accumulé par des générations d'ouvriers agricoles sans terres, ont été la conviction que seul un processus révolutionnaire pourrait déclencher les transformations souhaitées. Ce processus révolutionnaire a commencé le 25 avril 1974.

### Une initiative des travailleurs

**L**a première phase de lutte des L. travailleurs agricoles de l'Alentejo va jusqu'à l'été 1975. Cette initiative, totalement spontanée, a été la véritable amorce de la réforme agraire.

Celui-ci vint donc pas l'œuvre du Mouvement des forces armées. C'est un pas décisif, vers la création d'un nouveau modèle foncier. Celui-ci diminuait le latifundium, interdisait l'absentéisme

et encourageait la coopération entre, d'une part, les petits et les moyens propriétaires privés, organisés en un ou en coopératives, et d'autre part, les unités collectives de production. En outre, il garantissait le « droit de réserve » aux propriétaires expropriés qui devaient exploiter directement les terres. Ce modèle aurait, enfin, la participation des travailleurs dans l'application de la loi elle-même.

Il s'agissait d'une loi générale, sans être radicale. Les limitations imposées à la propriété privée ainsi que la nature des réserves créaient des exploitations rentables, avec une productivité adéquate de la moyenne nationale. Des accidents de parcours partiellement compréhensibles, entre des secteurs, ont servi de prétexte aux grands propriétaires pour mobiliser contre la réforme agraire certaines catégories de la population qui, en principe, devaient en bénéficier.

Certains secteurs furent appliqués jusqu'à la nomination, en novembre 1975, d'un nouveau ministre de l'Agriculture, M. António Barreto. Celui-ci a alors recouru à des procédés désagréables pour mobiliser l'opinion publique contre les unités collectives de production. Les crédits sont coupés, l'appui technique suspendu, et le dialogue avec les travailleurs rompu. La nouvelle loi de la réforme agraire, votée au Parlement en juillet 1977, a représenté, par rapport à la loi précédente, un retour en arrière. Elle a accablé les travailleurs de toute décision en matière agricole, elle a augmenté de façon significative la superficie des « réserves », ainsi que des

propriétés non soumises à l'expropriation. Elle a franchi systématiquement les limites des propriétés lorsque ceux-ci étaient en conflit avec les travailleurs agricoles. En outre, elle a permis au ministre de l'Agriculture des pouvoirs d'exception. Théoriquement, le modèle proposé par la loi Barreto n'était pas radical. Les différences avec le précédent étaient mineures. Pourtant, les pouvoirs pratiquement illimités conférés au ministre rendaient possible le retour à la situation d'avant la loi. Les problèmes urgents des travailleurs étaient constamment ajournés. En revanche, selon les nouvelles intentions des propriétaires étaient modifiés, aggravant ainsi le climat social. En conclusion, on ne peut pas dire que la réforme agraire ait été un succès. Elle a été un échec.

### La loi Barreto

Le processus de destruction économique, aujourd'hui, par différents moyens : asphyxie économique, absence d'appui technique, réduction des meilleures terres aux anciens propriétaires qui disposent de leur droit de réserve, a arrêté donné au renouveau des latifundia encore existants et, enfin, par les actions ministérielles, en opposition flagrante avec la loi.

La preuve est faite : chaque année, des hectares sont restitués aux anciens propriétaires. On envisage la réforme agraire comme une sorte de compte à rebours jusqu'à la suppression des exploitations agricoles gérées par les travailleurs.

Une solution démocratique s'impose pour mettre un terme à cette dynamique de destruction. Il faut, tout d'abord, changer les hommes qui ont pour mission d'appliquer la loi. Il faudra ensuite, accorder à celui qui exploite directement la terre et les autres, en garantissant l'avenir économique du secteur collectif, le droit de réserve et le droit de « réserves » de nouvelles expropriations. De la dépendance au climat de paix sociale soit rétabli.

Dans un deuxième temps, il faudra réviser la loi et créer la législation complémentaire qui est nécessaire à la solution du problème agricole dans toute son ampleur. Aussi bien du point de vue de la production et de la planification que de la qualité de vie des travailleurs agricoles. Ce n'est pas pour rien que le monde rural portugais en termes de développement économique, doit régler une fois pour toutes le problème de la petite propriété, souvent ignorée par les pouvoirs publics.

## SINES (Portugal) un choix qui s'impose?



Oui, parce que SINES (Portugal) est situé au centre du monde. Pour le commerce international, c'est un facteur important. Les vastes installations portuaires en eau profonde sur l'Océan, les terrains spacieux pour l'industrie et les infrastructures bien conçues augmentent les avantages naturels de cette situation.

**CNP**  
Companhia Nacional de Petroquímica, EP

Rua Artilharia Um, 79-79  
Telex : 18429 CNPLIS • Cable : Petrosines — Lisboa • Tel. : 656 071 PPC

CNP — Companhia Nacional de Petroquímica bénéficie d'une technologie avancée, de dimension internationale et d'entreprises communes (joint ventures) dans les domaines de la production et du commerce (avec CDF Chimie, Mitsui et Shin-Etsu) : elle représente donc un choix évident pour la coopération internationale dans l'industrie pétrochimique.

مكتبة من الأصل



Supplément Portugal

POLITIQUE

# Les partis face au Marché commun

## P.C. (Parti communiste)

### « Une soumission accrue à l'impérialisme »

CETTE « option européenne », c'est-à-dire la demande d'adhésion à la C.E.E., ne représente pas un changement d'orientation dans les relations internationales du Portugal. L'association du Portugal au mouvement qui prétend aboutir, avec la bienveillance des États-Unis, à unir les pays capitalistes de l'Europe, n'est que le prolongement de la politique de l'Union nationale, la création de l'U.D.P. et la fondation, en 1960, de l'A.S.E. et aux importants accords commerciaux signés, en 1972, avec la C.E.E. et la C.E.C.A. Tout cela, dans un régime fasciste, est une manifestation de soumission à l'impérialisme américain, à l'impérialisme du Marché commun, contributeurs à placer l'économie portugaise sous la dépendance de certains pays de l'Europe occidentale et des États-Unis.

Pendant le régime de Salazar, le Portugal aurait été tourné vers ses colonies africaines. Aujourd'hui, il se serait enfin tourné vers l'Europe. Or, la vérité est que l'adhésion au Marché commun n'a jamais été commandée par des intérêts économiques portugais. Le Portugal n'a, à l'heure actuelle, que l'intérêt de servir les intérêts impérialistes. L'adhésion à la C.E.E., ainsi que les efforts développés par les organisations politiques portugaises favorables à l'adhésion, doivent être vus selon la même optique. Le P.C.P. ne s'est jamais déterminé en fonction de campagnes publicitaires. Il ne se soumet pas plus à des « doctrines » étrangères qu'à la situation portugaise, et des perspectives ouvertes par l'adhésion à la C.E.E., en ce qui concerne les intérêts essentiels des travailleurs, des petits et des moyens agriculteurs, des industriels et des commerçants. Il s'est également interrogé sur les conséquences de l'adhésion pour l'indépendance nationale et pour la réalisation du régime démocratique. Le résultat de ces études nous prouve que l'adhésion au

Portugal dans le Marché commun entraînera la ruine pour certains secteurs de l'économie nationale, la remise en question des grandes conquêtes des masses laborieuses qui font partie intégrante de l'actuel régime constitutionnel, une plus grande soumission du Portugal à l'impérialisme, la transformation du Portugal en nouveau pays de la périphérie de la colonisation en Afrique, le maintien du bas niveau de vie de la population. L'autre solution passe par la diversification des relations extérieures du Portugal, par le développement des échanges et de la coopération avec le Marché commun, sans pour autant y adhérer, et avec les pays qui le constituent, par la révision des accords existant entre le Portugal et la C.E.E. sur la base de la non-ingérence, de l'intérêt mutuel et du respect de la souveraineté de chaque État.

## U.D.P. (Union démocratique populaire)

### « Au service des trusts »

LA demande d'adhésion au Marché commun est essentiellement politique. Elle n'a été précédée d'aucune étude préalable. Selon une telle mesure pour l'avènement du peuple portugais. La structure et les caractéristiques de l'appareil de production de notre économie, si longtemps dominé par le régime fasciste, rendent particulièrement graves les conséquences de l'adhésion de notre pays dans la C.E.E. En effet, l'adhésion d'une économie extrêmement fragile comme la nôtre, dans un espace économique entièrement dominé par les trusts, entraînera la formation de nouvelles petites et moyennes entreprises et empêchera la redistribution économique et financière du pays, dont la crise est, en grande partie, la conséquence de la décadence à l'égard de l'étranger. Peu à peu, on aperçoit les traits latents qui étaient à l'origine de la demande d'adhésion. Une fois membre de la

## P.S. (Parti socialiste)

### « Au service des travailleurs »

CONFIRMANT la position prise par le parti socialiste lors de son congrès de décembre 1974, selon laquelle la construction du socialisme en Portugal est intimement liée à la construction d'une Europe démocratique et socialiste, le peuple portugais s'est montré largement favorable à l'adhésion du Portugal dans les communautés européennes (C.E.E., C.E.C.A. et C.E.S.A.). Cette option, déclarée pour l'avènement du Portugal, n'a pas été prise à la légère. Elle ne peut pas se justifier exclusivement selon des critères matérialistes liés à notre balance commerciale et à l'économie, dans des pays de la Communauté, d'un million et demi de travailleurs portugais. L'ouverture à l'Europe, constamment soutenue par le socialisme démocratique portugais, est, avant tout, un choix politique.

Notre option européenne est une option institutionnelle dans le cadre de l'Europe démocratique : elle représente à la fois un modèle structurel qui est le nôtre et la garantie de l'irréversibilité des fragiles structures démocratiques portugaises. Deuxième point, elle est une option diplomatique visant le renforcement d'une Europe « européenne », à l'opposé de la décadence et de la paranoïe de l'irréversibilité des fragiles structures démocratiques portugaises. Deuxième point, elle est une option diplomatique visant le renforcement d'une Europe « européenne », à l'opposé de la décadence et de la paranoïe de l'irréversibilité des fragiles structures démocratiques portugaises. Deuxième point, elle est une option diplomatique visant le renforcement d'une Europe « européenne », à l'opposé de la décadence et de la paranoïe de l'irréversibilité des fragiles structures démocratiques portugaises.

La parti socialiste ne s'interroge pas sur le principe de l'adhésion du Portugal au Marché commun. Ce sont les accords par lesquels les membres de la Communauté, il faut le dire, ont servi la cause de la construction d'une Europe démocratique et socialiste. Selon un critère d'une Europe « européenne » à l'opposé de la décadence et de la paranoïe de l'irréversibilité des fragiles structures démocratiques portugaises.

## P.S.D. (Parti social démocrate)

### « Consolider les institutions démocratiques »

Le parti social-démocrate a toujours soutenu, depuis sa fondation en mai 1974, une politique favorable à l'adhésion du Portugal dans les Communautés européennes. Le Portugal, démocrate après cinquante ans de dictature et libéré depuis son indépendance, doit occuper la place qui est la sienne dans l'Europe occidentale. Il est en mesure d'offrir son apport humain, culturel, historique et géographique à la construction d'une Europe unie et forte, facteur de stabilité dans cette partie du monde. En même temps, il profitera de la solidarité européenne pour consolider ses institutions démocratiques et promouvoir le développement économique et le progrès social des populations.

Le point de vue du parti social-démocrate a été exprimé publiquement à la veille de la présentation formelle de la demande d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes, lors du débat au Parlement, du 18 au 22 mars 1977, qui s'est conclu par l'approbation d'une motion, votée par le P.S.D. et le C.D.S.

Plus récemment, le 21 mars 1978, la commission permanente des affaires gouvernementales (shadow cabinet) du parti a fait de nouvelles propositions concernant l'adhésion du Portugal. Cette commission a mis en évidence les changements que l'adhésion à la C.E.E. devra produire dans tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays. Elle a souligné, aussi, le lien qui se renforcera avec les autres pays démocratiques de l'Europe occidentale, éliminant définitivement les projets tiers-mondistes en vogue au Portugal pendant l'époque révolutionnaire et qui visaient, en dernière analyse, à éloigner le Portugal de l'Europe, et donc à affaiblir l'Europe démocratique. Nous avons exprimé notre inquiétude face aux retards injustifiés dans la préparation des négociations et dans l'adaptation des structures aux modes communautaires. Nous avons constaté que les gouvernements n'ont pas tenu compte, dans leur action, des conséquences de cette politique d'adhésion. C'est un des objectifs prioritaires du P.S.D. : préparer l'adhésion du Portugal dans une Communauté européenne. La foi dans l'avènement de l'Europe unie n'a rien perdu ni de sa rigueur ni de son actualité. (Lire page 28 : la position de l'Union démocratique et socialiste, du Centre démocratique et social.)

## CdF Chimie au Portugal: EPSI

1976 : création d'EPSI

Après le Venezuela, le Qatar et le Mexique, c'est au Portugal que CdF Chimie poursuit son développement international. EPSI (Empresa de Polímeros de Sinus) a été fondée en juin 1976 par Companhia Nacional de Petróleos (C.N.P.) et de CdF Chimie qui détenaient respectivement 72 et 28 % du capital. Cette association est due à la similitude d'intérêts des actionnaires. C.N.P. et CdF Chimie, en complet accord avec les orientations nationales respectives. EPSI a pour objet de produire, à Sinus, 150 kilomètres au sud de Lisbonne, dans le cadre du complexe pétrochimique de C.N.P., des matières plastiques : polyéthylène basse densité, polyéthylène haute densité et polypropylène. Les contrats d'ingénierie ont été signés au cours de l'été 1977. Les capacités de ces unités ont été choisies en fonction des consommations prévues du marché portugais et des disponibilités d'éthylène et de propylène du vaporisateur de C.N.P. à Sinus. Ces unités sont de dimension européenne, sont supplémentaires pour le Portugal, de surcroît.

1978 : ouverture du chantier

EPSI naquit il y a trois ans, le 25 juin 1976. Deux ans après la création d'EPSI, le chantier était officiellement ouvert le 20 juin 1978. Lors de la cérémonie d'ouverture, Ricardo Cabrita, président du conseil de gestion de C.N.P., et Carlos Rosmaninho, président du conseil d'administration d'EPSI, déclarèrent : « Il est intéressant de rappeler que EPSI est le premier investissement étranger industriel significatif au Portugal depuis la révolution d'avril, ainsi que la première société anonyme qui, dans notre pays, ait été constituée avec seulement deux actionnaires. »



## CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS

Institut de Crédit de l'État fondé en 1976

### ACTIVITÉS DE LA CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS EN 1978

	1977	1978	Accroissement par rapport au 31-12-77
Dép. (1) à ordre	3613	4019	+ 406 (+ 11 %)
Dépôts obligat.	5076	2387	+ 211 (+ 15 %)
Dépôts à terme	5876	6066	+ 190 (+ 37 %)
Total	11165	14471	+ 3306 (+ 25 %)

(1) Dépôts en millions de francs.

La structure des dépôts s'est ainsi altérée et renforcée en faveur des dépôts à terme qui constituent maintenant 50 % du total, ce qui a permis une plus grande stabilité des ressources disponibles pour application en investissement productif. Une partie importante de cette croissance s'explique par l'épargne des émigrés portugais, effectuée soit directement à travers le réseau des banques étrangères auxquelles la Caixa geral de depósitos a établi des accords — le dernier ayant été établi avec la Caixa des dépôts et consignations — soit par l'intermédiaire de leurs familles à l'intérieur du pays.

Dans ce domaine a été créé, en 1976, pour les émigrés portugais, une modalité spéciale de crédit, l'« épargne-crédit », dont la finalité est de faciliter l'octroi de prêts pour l'acquisition d'immeubles ou de propriétés agricoles et pour l'installation ou l'équipement d'activités industrielles, agricoles ou l'élevage avec un taux d'intérêt très bas en contrepartie du transfert au Portugal d'une somme équivalente entièrement à un tiers de l'emprunt obtenu. Il existe aussi un dépôt spécial en monnaie étrangère pour les émigrés dont le but est de défendre leurs comptes contre les dévaluations de l'escudo, sa rémunération et sa conversion étant toujours élevées.

La Caixa geral de depósitos a octroyé des crédits directs de 594 millions de francs, dont 50 % par son propre compte et 50 % par le compte de la Caixa geral de depósitos, ce qui représente une croissance de 25 %.

Par des financements, la Caixa geral de depósitos a été présentée dans tous les grands projets d'investissement comme dans l'économie nationale, cette somme se distribuant comme suit :

	1977	1978
Agriculture et pêche	719	419
Industries transformatoires	1313	1158
Construction	1313	2262
Services	2213	2187
Total	4715	5984

En millions de francs.

Les entreprises du secteur public ont reçu 44 % de ces prêts, le secteur privé 43 %, le reste étant allé au secteur public administratif.

Un montant important de ces prêts (37 %) a été octroyé au secteur de la construction, soit directement aux industriels du bâtiment (128 millions de francs), soit par des prêts aux particuliers pour la location ou l'achat d'un logement de 22 414 logements et d'un montant de 892 millions de francs contre, respectivement, 16 566 logements et 652 millions de francs en 1977. Cette expansion est due, d'abord, à la révision de la subvention des taux d'intérêt fixe en fonction de la valeur, mais aussi à la réduction de la surcharge courante, qui représentait 90 % de la valeur du logement en fonction des revenus de la famille, mais aussi à la décapitalisation au niveau du district du traitement des opérations d'emprunt, terminées en 1978.

Mais la capacité financière de la Caixa geral de depósitos, dérivée de la grande disponibilité des fonds collectés, lui a permis aussi d'octroyer un volume élevé d'opérations à court terme dans le marché monétaire (« money market ») aux différentes institutions de crédit dans l'approvisionnement de leur déficit de liquidité, ce qui traduit une collaboration avec la Banque centrale pour réaliser les objectifs de la politique monétaire et de crédit. On doit encore mentionner le refinancement des opérations d'investissement réalisées par d'autres institutions de crédit.

Le volume de nouvelles opérations de crédit, soit à court terme (+ 20 %), soit à moyen et long terme (+ 20 %), a contribué à une expansion des soldes débiteurs des prêts, malgré les limites à cette expansion qui ont été fixées et dont la répartition en fin d'année était la suivante :

	1976
Administration centrale et locale	2071
Entreprises publiques	1239
Industrie et exportation	4353
Agriculture et pêche	215
Crédit foncier	3332
Applications en institutions de crédit nationales	1640
Autres opérations	216
Total	13837

En millions de francs.

Les bénéfices de l'exercice, d'un montant de 238 millions de francs (+ 18 millions par rapport à 1977), ont été distribués pour les fonds de réserve (173 millions) et pour la participation de l'État (65 millions).

L'expansion de ses opérations actives et passives s'est reflétée aussi sur la dimension globale de la Caixa geral de depósitos. Le personnel a été augmenté de 278 nouveaux employés, pour atteindre 5108 au 31 décembre de l'année.

Enfin nouvelles agences ont été ouvertes, ce qui fait un total de cent cinquante-trois dans le pays. L'ensemble de l'installation a été la plus récente. La Caixa geral de depósitos est officiellement présente dans cent trente-quatre municipalités du pays sur un total de deux cent quatre-vingt-quatre, mais dans les municipalités où elle n'a pas encore une agence, l'installation se présente pour la collecte des dépôts à travers des bureaux de finances de l'État, et aussi avec un service de caisse d'épargne postale, en liaison avec les bureaux de poste répandus dans tout le pays.























*June 1979*

هكذا من الأصل